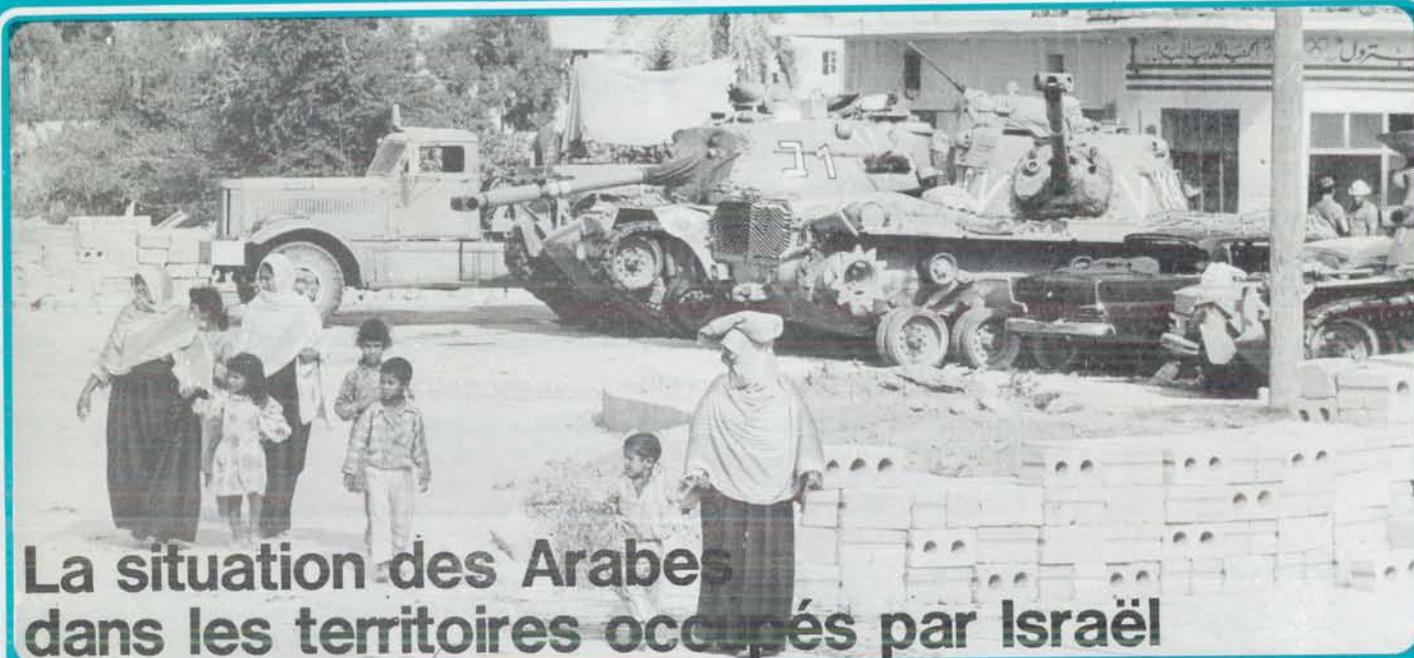


Numéro 157 du 26 septembre 1983 - 10FF - 70FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**La situation des Arabes
dans les territoires occupés par Israël**

PHILIPPINES

**La dictature
meurtrière du
clan Marcos**



GRANDE-BRETAGNE

**Vague de discrimination politique contre
des militants socialistes révolutionnaires**

Sommaire du numéro 157 du 26 septembre 1983

3	LIBAN	Une situation de guerre civile	Livio MAITAN
4	CISJORDANIE ET GAZA	Interview de Bassam al-Shakaa, maire de Naplouse	Propos recueillis par François MAILLAN
6	—	L'ordre sioniste règne dans les territoires occupés	François MAILLAN
10	TCHAD	Rien ne justifie la présence des troupes françaises	François CAZALS
13	PHILIPPINES	La crise de la dictature meurtrière du clan Marcos	Paul PETITJEAN
17	GRANDE-BRETAGNE	Le glissement à droite du mouvement ouvrier	Brian HERON
21	SUEDE	Entretien avec Goete Kilden, responsable syndical à l'usine Volvo de Göteborg	Propos recueillis par Tom GUSTAFSSON
24		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE PARAGUAY : Mobilisation contre la répression et la dictature. BOLIVIE : Création du POR-Unifié. SAINT-DOMINGUE : Attaques gouvernementales contre la gauche domini- caine. AMERIQUE LATINE : Seconde rencontre des femmes latino-américaines. DA- NEMARK : Quatrième congrès du SAP. NICARAGUA-SOLIDARITE : Interview de Jorge Granera, responsable du FSLN. RFA : Grève aux chantiers navals de Hambourg.	
28	EUROPE	Mobilisation contre les missiles américains et l'OTAN	Déclaration du Secrétariat Unifié de la IVE Internationale

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux li-
bellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inpre-
cor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil,
France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agen-
ce Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Mont-
reuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chè-
que postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique
du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques :
265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres
pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé
par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Une situation de guerre civile

Les forces impérialistes menacent d'intervenir directement dans les combats

LE Liban est à nouveau bouleversé par des conflits militaires à l'origine desquels des facteurs confessionnels et des facteurs internationaux s'enchevêtrent. Alors que les forces druzes de Walid Joumblatt dans la région montagneuse du Chouf et les forces chiïtes de l'organisation Amal à Beyrouth s'affrontent à l'armée libanaise reconstruite et aux milices chrétiennes phalangistes, les Etats-Unis parquent avec leur flotte au large du Liban et renforcent leur contingent militaire sur le terrain. De son côté, le gouvernement sioniste menace de représailles les Druzes et le gouvernement syrien qui les soutient, au cas où ils dépasseraient une certaine « ligne rouge » lors de ces affrontements.

L'IMPOSSIBLE CONSENSUS NATIONAL

L'agression sioniste du printemps 1982 avait abouti à l'instauration au Liban, dans un climat de consensus national, d'un régime réactionnaire sous la direction d'Amine Gemayel (après l'assassinat de son frère Béchir). Ce fut incontestablement une réussite pour les impérialistes et en même temps une solution qui ne déplaisait pas aux gouvernements des pays arabes réactionnaires. Pour sa part, la bourgeoisie libanaise, regroupée majoritairement autour du nouveau président Amine Gemayel, misait sur la réunification du pays après une décennie de profonds déchirements, sur l'élimination de toutes les positions palestiniennes du Liban et le retrait de toutes les forces d'occupation. Ce projet a fait long feu.

Déjà à partir du début de l'année, des conflits avaient éclaté dans différentes régions du pays, en mettant fin à un consensus national qui s'avérait tout à fait éphémère. Un an après la dernière agression israélienne, le gouvernement d'Amine Gemayel ne contrôlait que la capitale et les zones avoisinantes (1).

Depuis quelques semaines, la lutte fait rage à Beyrouth aussi, et l'aéroport international, dont le gouvernement libanais voulait faire le symbole de son pouvoir reconstitué, est la cible de bombardements des forces druzes et syriennes, et même le théâtre d'affrontements directs. Dans le Chouf, les conflits confessionnels ont recommencé avec une violence extrême. Le nord du pays continue à être une poudrière qui échappe complètement au contrôle du « pouvoir » central. Sous plusieurs angles, le Liban semble être revenu à une situation comparable à celle de la guerre civile des années 1975-1976.

Cela est, tout d'abord, le résultat du fait qu'aucun progrès n'a été réalisé après le départ des forces de l'Organisation de libération de la Palestine de Beyrouth, dans la solution du problème palestinien et la recomposition de la situation régionale. C'est ensuite la conséquence de l'impossibilité dans laquelle s'est trouvé le nouveau régime libanais de parvenir à un accord d'ensemble avec l'Etat d'Israël qui, pourtant, avait contribué d'une façon décisive à son installation. Amine Gemayel n'a pas non plus joué effectivement un rôle d'arbitre au nom de la « solidarité nationale », en misant dans la reconstruction de l'Etat bourgeois libanais essentiellement sur les appareils et les milices phalangistes, ce qui devait amener inévitablement à des conflits croissants avec les autres forces en présence et relancer la guerre confessionnelle. Finalement, dans un sens plus immédiat, la situation actuelle est aussi la conséquence du retrait des troupes israéliennes sur la ligne du fleuve Awali, au sud du Liban.

Ce retrait, réalisé malgré les pressions exercées notamment par Washington qui le considérait comme prématuré, s'explique par de multiples raisons. Tout d'abord, le gouvernement sioniste ne peut envisager l'occupation, pour une période indéterminée, d'une partie importante du territoire libanais. Une telle situation pourrait embourber les forces israéliennes dans une lutte sanglante contre une résistance populaire croissante et avoir des répercussions sérieuses en Israël même.

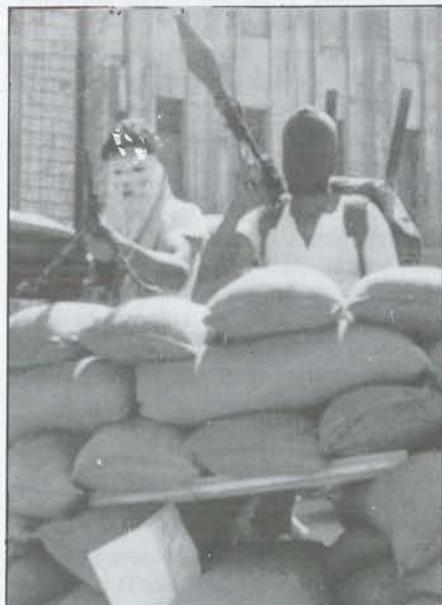
Par ailleurs, les dirigeants sionistes ne voient pas du tout d'un mauvais œil la

dynamique de partition du pays à l'œuvre actuellement, que le retrait des troupes israéliennes a stimulé davantage. Il ne faut pas oublier que des dirigeants sionistes n'ont jamais fait mystère de leurs projets de balkanisation du Liban, où ils seraient notamment intéressés à la formation d'un minuscule Etat-tampon druze entre Israël et la Syrie. C'est, entre autre, dans une telle perspective, qu'à plusieurs reprises, ils ont été de connivence avec les forces dites progressistes de Walid Joumblatt, qui à leur tour n'ont pas tiré un seul coup de feu lors de l'agression israélienne de l'an passé. Plus concrètement, Israël pourrait favoriser, à l'heure actuelle, une partition allant dans le sens du maintien de son contrôle sur le Liban du Sud et de l'acceptation du contrôle syrien sur la plaine de la Bekaa et le Nord. Il est vrai que ce projet n'est pas facile à réaliser non plus, notamment parce que les pays impérialistes ne sont pas disposés à envisager un renforcement des positions de la Syrie, qui reste le seul allié de la bureaucratie soviétique dans la région. Cela n'empêche pas que la politique de la direction sioniste comporte une dynamique de partition du Liban.

ENJEUX SOCIAUX ET CLIVAGES CONFESSIONNELS

Bien que le rappel de la ressemblance avec la situation de la guerre civile de 1975-1976 soit pertinent, il ne faut pas ignorer que la situation n'est pas exactement la même. En 1975-1976, la résistance palestinienne jouait un rôle majeur, et le cadre général de la situation était défini par le conflit israélo-arabe. Le facteur national, anti-impérialiste et antisioniste, pesait donc incontestablement. Dans les affrontements actuels, les Palestiniens ne sont qu'une force d'appoint, les anciennes composantes du front progressiste sont divisées et elles ne sont pas — pour l'instant — mobilisées, essentiellement en fonction d'aspirations anti-impérialistes et antisionistes.

En d'autres termes, dans la guerre civile qui se développe aujourd'hui, les enjeux sociaux et politiques sont estompés et dévoyés par des clivages confessionnels. Cela est, d'un côté la conséquence de la défaite de l'OLP, sanctionnée par son retrait du Liban, et du recul du mouvement ouvrier et national libanais lui-même, et, de l'autre, de la faillite du projet de réunification réactionnaire dans le cadre du régime Gemayel. Dans un tel contexte, les tendances centrifuges se développent,



Milices chiïtes à Beyrouth. (DR)

et l'élément principal de cohésion des différentes forces devient, ou redevient, l'élément confessionnel, avec la logique infernale qui en découle (cohésion des communautés confessionnelles dans un but d'autodéfense et de survivance, et opposition de plus en plus féroce aux autres « confessions »).

Sous cet angle, le Liban semble être en train d'en revenir aux pires déchirements du siècle passé, situations dans lesquelles les forces extérieures peuvent intervenir en prétendant jouer les pacificateurs et les arbitres.

LES RESPONSABILITÉS IMPÉRIALISTES

En effet, les forces extérieures exploitent et contrecarrent dans le même temps les conflits confessionnels. Sous le prétexte de « pacification », les impérialistes interviennent de plus en plus en soutien au gouvernement libanais « légal », donc des forces réactionnaires.

La force internationale dite d'interposition s'engage de plus en plus ouvertement contre les Druzes de Joumblatt et les milices chiites — bien que ni les uns ni les autres n'aient la moindre intention de remettre en question le cadre fondamental du régime néo-colonial — et soutient le gouvernement réactionnaire d'Amine Gemayel. Tandis que, dans une belle unanimité, le gouvernement britannique envoie ses Jaguar survoler le Chouf, que le gouvernement français parade avec ses Super-Etendard, et que le contingent italien menace les forces druzes, les troupes des Etats-Unis, sensiblement renforcées, sont désormais autorisées, d'après les propres termes du porte-parole de la Maison-Blanche, à « utiliser les armes à leur disposition, leurs chars ».

C'est cette réalité de l'intervention impérialiste qui doit déterminer fondamentalement l'attitude et l'action du mouvement ouvrier et des révolutionnaires dans le monde, et dans les pays impérialistes en premier lieu.

Pour que les masses libanaises puissent être en état de défendre leurs intérêts légitimes et que le Liban puisse être démocratiquement réorganisé sur des bases non confessionnelles, la précondition en est que l'impérialisme doit être empêché d'imposer sa solution du conflit, qui résiderait dans la mise en place d'un régime réactionnaire dans tout le pays, l'élimination de ce qui reste des forces palestiniennes au Liban, et l'instauration d'un nouveau cadre régional correspondant aux intérêts et aux aspirations des sionistes.

Pour s'opposer à ces projets réactionnaires, il faut continuer à se mobiliser pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes sionistes de tout le Liban, ainsi que pour le retrait de la force multinationale d'interposition. C'est une tâche urgente qui est partie prenante du combat plus général contre l'ensemble des menaces de guerre impérialistes dans le monde entier. ■

Livio MAITAN,
14 septembre 1983.

CISJORDANIE

Israël contre les maires palestiniens

Interview de Bassam al-Shakaa,
maire de Naplouse destitué par les Israéliens

BASSAM AL-SHAKAA, maire de la ville de Naplouse en Cisjordanie, depuis les élections organisées en 1976 par le Parti travailliste alors à la tête du gouvernement en Israël, a été destitué de ses fonctions par les autorités israéliennes en 1982. Deux années auparavant, en même temps que Karim Khalaf, maire de Ramallah, dont nous avons publié l'interview dans *Inprecor* numéro 154, du 4 juillet dernier, il avait été l'objet d'un attentat sioniste à la suite duquel il a dû être amputé des deux jambes. L'entretien que nous publions ci-dessous a été accordé au collaborateur d'*Inprecor* par Bassam al-Shakaa au mois de juillet dernier à Naplouse.

« INPRECOR » : — Pouvez-vous nous rappeler le contexte dans lequel vous avez été élu ?

Bassam AL-SHAKAA : — Notre élection n'a pas été le fruit d'une stratégie politique. Les autorités d'occupation, en mettant sur pied une administration civile dans les territoires occupés, cherchaient à nous couper de notre peuple, de notre patrie, et à nous faire rompre nos liens avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Ceci était un aspect de leur politique d'ensemble de colonisation des territoires occupés.

— Cette politique a échoué ...

— Nous avons continué sans faiblir à défendre nos droits. Aux menaces et aux entraves diverses, notre peuple a répondu par la mobilisation, par des grèves répétées. En violation de toute la législation internationale, les Israéliens voulaient une administration civile à leur botte pour couvrir leur politique d'expulsion. Mais parce que nous sommes partie intégrante de notre peuple, de ses luttes, leur politique a échoué. Il ne leur restait plus qu'à se débarrasser de nous.

Des menaces, ils sont passés aux actes. Ils ont commencé par nous couper toutes les ressources financières et budgétaires, à nous retirer tous les permis administratifs nécessaires à la gestion de la commune, et aussi à empêcher l'arrivée de fonds collectés dans les communautés palestiniennes à l'étranger. Face à cela, la mobilisation était défensive. Nous avons refusé la mise sur pied d'une administration civile contre notre volonté. Les menaces ont alors vite cédé la place aux actes : l'un après l'autre, les maires palestiniens ont été destitués par les autorités israéliennes.

— Quel était le but recherché par Israël ?

— Chaque pas que fait l'occupant sioniste est un pas en avant dans la politique d'annexion. Le dernier en date est l'installation d'une colonie en plein centre d'He-

bron après la destitution du maire palestinien de cette ville. Croyez-moi, demain ils coloniseront Naplouse et installeront des traîtres dans les conseils municipaux collaborateurs.

— Comment se présente la situation à Naplouse aujourd'hui ? Et tout d'abord, par qui la ville est-elle gérée ?

— Par les autorités israéliennes elles-mêmes. C'est un Israélien qui fait fonction de maire. Il gère la commune en violation non seulement des règles locales, mais aussi des lois israéliennes.

Le schéma d'urbanisation est démantelé. Certains permis de construire déjà attribués sont retirés après la construction de l'immeuble, ce qui entraîne sa destruction, et une fin de non recevoir est opposée à la majeure partie des demandes. Les services municipaux ne sont plus assurés. Un laisser aller général est soigneusement organisé. Des Israéliens sont embauchés dans les emplois municipaux, en toute illégalité.

Ni le conseil municipal ni les citoyens ne reconnaissent cette « municipalité ». Aujourd'hui, dans les environs de Naplouse, des colonies israéliennes sont déjà implantées. Une école juive est installée en plein cœur de la ville. Maintenant, nous avons la preuve de la raison pour laquelle notre schéma d'urbanisation n'a jamais été enregistré : c'est en 1972 qu'une décision de coloniser Naplouse a été prise !

Les sionistes ne font pas que lancer de belles paroles en l'air sur la « patrie historique des Juifs ». Ils agissent ! Les événements qui secouent notre pays ne sont pas seulement des incidents, des bavures. Ils jalonnent la réalisation d'un plan d'ensemble d'annexion. Cependant, le poids de l'occupation militaire pèse de plus en plus lourd. Il s'agit aujourd'hui d'une course de vitesse entre notre résistance et le soutien international dont elle dispose d'une part, et la mise en place de la colonisation et de l'annexion d'autre part. La main de fer de l'occupant se resserre de jour en jour.

— Vous faites état de l'unité de

l'OLP, cependant, on ne peut passer sous silence l'existence de la « dissidence » du Fatah d'Abou Moussa et Abou Saleh. Qu'en pensez-vous ?

— Oui, cette affaire est dramatique. C'est la pire chose que l'on puisse imaginer. Et nos ennemis s'en réjouissent. Notre peuple en est très attristé. Il est de la responsabilité de chacun de tout faire pour résorber la difficulté. Nous demandons à tous ceux qui ont une responsabilité dans cette affaire de refaire l'unité tellement importante à cette étape de notre combat. Nous mesurons tous les dangers que comporterait une scission du Fatah pour le peuple palestinien, pour la région et pour la paix.

— Quel est le lien entre la situation que vous décrivez et la guerre du Liban ?

— L'objectif fondamental de la guerre du Liban était l'annexion des territoires occupés, et non pas une expansion israélienne au Liban même. C'est dans ce but qu'ils voulaient détruire l'OLP, détruire notre unité, de manière à isoler les maires palestiniens se réclamant de l'OLP. C'est une aberration : nous sommes désignés comme étant des agents de l'OLP, alors que c'est tout notre peuple qui est derrière elle. D'ailleurs, la guerre du Liban a commencé dans les territoires occupés. Ce n'est qu'après les destitutions des maires palestiniens et les 25 assassinats lors des manifestations de riposte que l'offensive a été lancée au Liban.

— Après le retrait de l'OLP de Beyrouth, comment la situation se présente-t-elle ?

— Le retrait de Beyrouth a été suivi par un rapprochement encore plus profond entre le peuple palestinien et l'OLP, par une unité plus grande derrière l'OLP. En outre, nous recevons aujourd'hui un soutien plus grand à travers le monde entier.

— Que pensez-vous des affirmations qui commencent à avoir cours, selon lesquelles la colonisation en est arrivée à un tel point qu'elle est maintenant irréversible ?

— La poursuite de la politique agressive d'Israël n'est pas une réaction de défense de sa part face à notre lutte, mais l'exécution continue d'un plan d'ensemble porté par les principaux partis sionistes depuis le début.



Bassam al-Shakaa, maire de Naplouse. (DR)

Mais je l'ai dit, il s'agit d'une course de vitesse. Leur situation n'est pas saine, c'est le moins que l'on puisse dire : ils ont de graves difficultés sur le plan économique, politique et même militaire. En leur sein même, les Israéliens ont à faire face à une réaction importante contre la politique du gouvernement. C'est un aspect des choses très important et sur lequel nous devons compter.

De notre côté, nous connaissons des difficultés évidentes. Nous avons besoin de plus d'unité et de continuer sans relâche à défendre nos droits. Non, rien n'est irréversible. Nous ne pouvons accepter l'inacceptable. Il n'y a pas de place pour le pessimisme dans l'avenir, parce que nous sommes du côté de la justice et que l'avenir nous appartient. Ceci est un fait et non pas une sorte d'utopie.

— Quelle place tient la solidarité internationale dans votre combat ? Et comment la voyez-vous ?

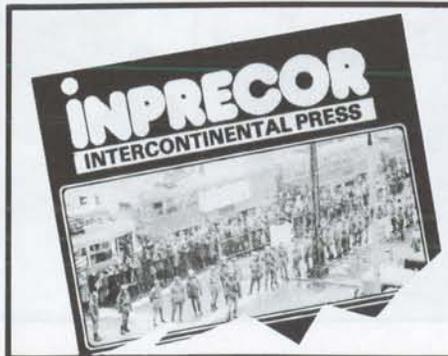
— La politique d'agression trouve son soutien aux Etats-Unis et en Europe. Ce soutien se fait contre les peuples américain et européen eux-mêmes. Les droits de l'homme ne se divisent pas. Ils sont les mêmes partout.

Les gouvernements européens ont montré des signes d'intérêt pour le problème palestinien, mais ont soutenu Israël malgré le fait qu'il ait montré à la face du monde sa véritable nature lors de l'invasion du Liban.

L'alliance stratégique entre les Etats-Unis et Israël, dans laquelle s'insèrent les gouvernements européens, sert la sécurité des criminels contre les droits des victimes. Les vétos américains aux condamnations d'Israël dans les instances internationales ont été soutenus, soit explicitement soit par l'abstention, par les gouvernements européens.

Nous, Palestiniens, nous comprenons que la lutte pour nos droits est liée à celles des peuples du monde entier, et même à celle des masses en Israël contre la politique d'inimitié et de haine. Nous, ici, souffrons beaucoup et profondément, et le problème s'aggrave de jour en jour. Ce qui se perpétue ici ne peut avoir des effets bénéfiques nulle part.

La solidarité internationale a donc un très grand rôle à jouer pour arrêter la politique criminelle et obtenir la justice et la paix. Elle doit se développer, d'autant que les fauteurs d'agression ont eu raison jusqu'ici de la détermination internationale pour la justice et la paix. ■



ABONNEZ-VOUS,
REABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

Propos recueillis par François MAILLAN
Naplouse, le 25 juillet 1983.

L'ordre sioniste dans les territoires occupés

Reportage sur la situation des Palestiniens

PRES d'un million et demi de Palestiniens vivent dans les territoires occupés par Israël depuis la guerre de 1967 (500 000 dans la bande de Gaza et plus de 800 000 en Cisjordanie), sans oublier les 600 000 Arabes « israéliens ». A l'aide de la répression et d'un appareillage juridique instituant le contrôle israélien sur les terres appartenant antérieurement à la Jordanie, à des propriétaires absents ou à des récalcitrants à l'occupation sioniste — sans compter les expropriations pour cause de « sécurité » — les Palestiniens ont été peu à peu dépossédés de leur terre.

La répression s'est encore accentuée après la nomination du général Ariel Sharon comme ministre de la Défense durant l'été 1981, renforçant l'orientation de la politique israélienne vers une prise de possession de ces territoires occupés. Lorsqu'il était ministre de l'Agriculture, Sharon s'y était déjà employé, en favorisant l'installation des colonies juives dans les territoires occupés. Sa tactique était alors, d'après le président de la Ligue israélienne des droits de l'homme, Israël Shahak, de faire « occuper par des colonies tous les "points sensibles" de Cisjordanie et de Gaza et d'encercler par ces implantations des "blocs" de population palestiniennes de quelques dizaines de milliers de personnes » (interview à la revue *Afrique-Asie* du 21 janvier 1980). Depuis lors, l'on est passé à la phase d'installation de colons israéliens au cœur même de ces « blocs » palestiniens, comme en témoigne la volonté d'installer des colons juifs au centre de la commune d'Hébron.

Multiplication des colonies sionistes et attaques contre les populations palestiniennes et leurs élus nationalistes sont donc allés de pair ces dernières années. Mais la répression officielle, qui a conduit à la mise en place d'une administration coloniale « civile » des territoires occupés fin 1981, à la destitution des maires palestiniens qui l'ont boycottée et à leur remplacement par des officiers israéliens, se double d'un terrorisme juif émanant des colons israéliens des territoires occupés et des groupes

sionistes les plus extrémistes. C'est à eux que revient la paternité de l'attentat de mai 1980 contre les maires palestiniens des communes de Ramallah et de Naplouse, et de l'attaque, en juillet dernier, de l'université palestinienne d'Hébron. Autant de meurtres et de tentatives d'assassinat qui demeurent totalement impunis.

« Les colonies sont une couveuse psychologique pour le terrorisme juif », reconnaît lui-même l'ancien chef des services secrets israéliens, Abraham Akhitouv (cité par le *Monde diplomatique* de septembre 1983). Les propos d'un colon de Kiryat-Arba rapportés par le quotidien israélien *Haaretz* du 5 août 1983, sont éclairants sur ce dernier point : « Nous nous occupons, avoue-t-il, de la dispersion des manifestations, des actes de représailles contre les habitants palestiniens et de la destruction des voitures, pour faire sortir l'armée de son apathie et pour que ses chefs comprennent que nous tiendrons les rênes s'ils ne le font pas. »

L'action terroriste des colons israéliens renforce l'activité répressive gouvernementale contre les populations palestiniennes (180 jours de couvre-feu en deux ans en Cisjordanie et à Gaza) dans le but d'intimider et de faire fuir les populations autochtones des territoires occupés. Car, à 30 000 colons juifs pour plus d'un million de Palestiniens, la politique d'annexion israélienne rencontre quelques difficultés. C'est sans doute pour tenter d'y remédier que le président de la commission de la Défense et de la sécurité à la Knesset, le Parlement israélien, s'est récemment déclaré favorable à l'expulsion des adolescents palestiniens coupables d'avoir lancé des pierres sur les véhicules israéliens.

C'est dans ce contexte que le reportage que nous publions ci-dessous s'emploie à décrire la situation que vivent les populations palestiniennes des territoires occupés face à la colonisation sioniste, et celle des 600 000 Arabes « israéliens ». ■

François MAILLAN

Au coucher du soleil, 365 jours par an, un tracteur se met en route sur la plage de Gaza. Tirant derrière lui un traîneau de lourds branchages, il efface toute trace dans le sable sur une largeur de 5 mètres. Un ou deux kilomètres plus loin, un autre tracteur prend le relais, et ainsi de suite sur les 50 kilomètres de côte de la bande de Gaza. A la nuit tombée, pour faire respecter le couvre-feu nocturne imposé sur le littoral, un dispositif militaire serré se met sur le qui-vive : barrages routiers, patrouilles, miradors dont les projecteurs balayent la côte. Au petit matin, des supplétifs bédouins, spécialistes de la lecture des traces et engagés à prix d'or par l'armée israélienne, scrutent les sillons tracés la veille. Tout franchissement de la ligne est repéré. Le nombre et la destination probable d'éventuels clandestins débarqués pendant la nuit fait l'objet d'hypothèses précises. Les perquisitions et rafles dans les camps de réfugiés voisins peuvent être opérées, car, depuis une dizaine d'années, l'intrusion



L'armée israélienne en Cisjordanie. (DR)

de l'armée israélienne s'y fait sans problèmes.

Exactement depuis qu'en 1971-1972, un commandant de la place, du nom d'Ariel Sharon, s'est chargé de « nettoyer » les camps et de les mettre au pas avec des méthodes dont la brutalité avait causé à l'époque un tollé dans l'opinion internationale. Sur le dense réseau de ruelles qui parcourent les camps, rendant aisées les incursions de l'armée sioniste autrefois périlleuses, est venu se plaquer un quadrillage de larges avenues tirées au cordeau et ouvertes à coups de dynamite et de bulldozers.

Maintenant, au cœur même des camps, les postes militaires surplombés de miradors signalent tout déplacement suspect. Rassemblements et manifestations sont ainsi immédiatement repérés, et les forces de répression sont à pied d'œuvre dans l'instant. La résistance est mise à genou, solidement bridée et contrainte à une clandestinité totale.

LA SITUATION DES RÉFUGIÉS PALESTINIENS DE GAZA

500 000 Arabes palestiniens s'entassent sur cette bande côtière large d'une quinzaine de kilomètres. Ils sont 2 240 par km². Environ 300 000 d'entre eux sont des réfugiés parqués dans treize camps. De vagues baraques ont remplacé les tentes du début. Pas d'eau courante ni d'électricité au foyer, pas d'égoût, une protection médicale dérisoire eu égard à la situation sanitaire. La plupart des habitants des camps n'ont d'autres ressources que les rations de vivres et de vêtements que leur fournit l'UNWRA (Office de secours et de travaux des Nations-Unies pour les réfugiés de Palestine et du Proche-Orient).

Chaque semaine apporte son lot de nouvelles sur la destruction d'une maison pour vice de forme dans le permis de construire ou pour non respect des normes de construction ! Tel pâté de maisons est rasé parce qu'une route « stratégique » doit le traverser, ou tout simplement parce que la sécurité militaire en a décidé ainsi, ou alors parce que les limites de tel camp doivent être alignées. Leurs habitants passeront des semaines, parfois des mois, sans toit, dormant sous ce qui reste des orangeries de Gaza, en attendant de trouver un logement, toujours provisoire. Un provisoire qui dure depuis 38 ans, et que les 16 années d'occupation sioniste ont rendu plus précaire encore. Il n'y a que la famine qui sépare encore les réfugiés de Gaza de la misère totale.

Mais tout n'est pas que misère à Gaza. De temps à autre, le paysage laisse voir un village moderne, coossu, disposant de tout le confort moderne : coopérative, centre universitaire ou lieu de villégiature. Ce sont les 14 colonies israéliennes installées après la pacification « sharonienne » en 1972, dont le rythme d'implantation s'accélère depuis l'évacuation du Sinaï en application des accords de Camp David.

L'attention de l'opinion est actuellement retenue par la précipitation de la colonisation en Cisjordanie, de plus gran-

de ampleur, et qui se confronte à une réelle mobilisation palestinienne. Pourtant, par bien des aspects, celle de Gaza, si l'on peut encore établir une échelle en la matière, est plus monstrueuse encore.

Un bon millier de colons sont aujourd'hui installés à Gaza. Il est prévu d'en implanter 10 000 d'ici à 1988. Dans le cadre du Réseau administratif de colonisation, tous les piliers de l'Etat sioniste concourent au projet : ministères, armée, institutions religieuses et partis politiques (le Parti travailliste, 5 colonies ; le Likoud, coalition gouvernementale, 8 colonies ; le Goush Emounim, « bloc de la foi », 1 colonie). La philosophie d'ensemble est maintenant établie. Il s'agit d'adosser une activité agricole et une infrastructure touristique à un certain nombre d'institutions religieuses (elles participent à l'implantation de trois des colonies) permettant de fixer les 10 000 colons permanents auxquels viendront s'ajouter des « colons du week-end ». Ceux-ci, tout en participant et en étant intéressés au développement des colonies, trouveront un cadre propice pour des « retraites religieuses et récréatives le long de la jolie côte qui amélioreront la qualité de la vie », comme le vante la campagne promotionnelle de mai 1983, campagne dont le succès a dépassé à un tel point les prévisions les plus optimistes du gouvernement que celui-ci a dû augmenter substantiellement, fin juillet, les subventions allouées au projet.

Ce succès est dû au fait qu'outre les aides et subventions que reçoivent les candidats-colons à leur installation, aucune des colonies ne se trouve à plus de 10 minutes en voiture des frontières israéliennes de 1948 et qu'un réseau routier indépendant les reliera entre elles sans qu'à aucun moment il faille traverser une agglomération palestinienne. La qualité des services proposés est de niveau élevé. En plus des services commerciaux et récréatifs sur place, une navette bancaire dessert quotidiennement les colonies. Déjà, les mille Israéliens de la bande de Gaza disposent de quatre ambulances pour eux seuls, soit seulement une de moins que les 500 000 Palestiniens.

Le principe de la séparation des Juifs et des Arabes est celui sur lequel fonctionne l'ensemble du projet. Contrairement à ce qui est la règle dans l'Etat d'Israël maintenant, même les travaux de force dans l'agriculture et le bâtiment sont accomplis par les colons eux-mêmes. C'est cette garantie d'un apartheid méticuleusement organisé et l'appât de conditions de vie confortable, qui alimentent la « ruée » vers Gaza-la-tranquille, derrière le bouclier militaire et au milieu d'une mer de misère et d'oppression.

Mais un problème demeure : un demi-million de Palestiniens vivent là. L'achèvement du projet suppose le déplacement d'une fraction importante d'entre eux vers l'intérieur des terres, aux confins du désert. Aussi, la maîtrise des sources d'eau douce est-elle impérative pour irriguer les cultures et remplir les piscines des colons. Entendra-t-on une nouvelle

fois dire que le génie et l'esprit pionnier d'Israël ont transformé un désert en jardin ?

D'ores et déjà, plus aucun Gazéen n'a le droit de planter le moindre oranger et, inexorablement, les orangeries sont arrachées, celles qui restent ne produisant plus suffisamment pour tenir face à la concurrence israélienne. Une importante source de revenus est ainsi tarie.

Enraciner une population juive israélienne nombreuse et prospère dans la bande de Gaza est à la fois un impératif et une gageure. Un impératif parce que depuis l'évacuation du Sinaï, Israël refuse de quitter une seule parcelle supplémentaire de terrain. Il se doit donc de rendre l'occupation irréversible. La politique de colonisation est de ce point de vue la seule possible. Mais c'est aussi une gageure, car le décuplement en cinq ans du nombre de colons sur ce territoire surpeuplé et exigu, dans les conditions qui sont prévues, suppose un niveau de répression élevé allié à une asphyxie graduelle de toute survie sociale palestinienne.

C'est précisément sur une longue suite de cruels paris de ce type que s'est construit l'Etat d'Israël. Et c'est ce qui explique que, dans le cas de Gaza, c'est un retour aux principes fondamentaux de la colonisation sioniste que préconise le gouvernement pour réussir l'opération.

CISJORDANIE : RÉPRESSION ET SOLIDARITÉ

Lundi 25 juillet 1983, le tribunal militaire de Naplouse eut à juger une grave affaire d'agitation anti-israélienne. Le 30 octobre 1982 dans la soirée, les paysans du village de Salfet avaient organisé une réception pour remercier les 150 étudiants de l'université palestinienne de Bir-Zeit (plusieurs fois fermée par l'occupant sioniste) venus leur prêter main-forte pour la récolte des olives. Des airs traditionnels ont été chantés et un poète local a dit des vers. Il n'en fallut pas plus pour traduire en justice le maire, deux conseillers du village et le poète.

Le dossier de l'accusation est tellement mince que le juge militaire — un avocat israélien qui satisfait ainsi un mois par an son « sens du devoir patriotique » — fait finalement reporter le procès et l'affaire tourne au vaudeville. Un des conseillers de Salfet, faussement naïf, a beau s'exclamer : « *N'ai-je donc même plus le droit de chanter une chanson dans mon pays ?* », chacun sait que ce qui est poursuivi c'est, en fait, le maintien d'une activité agricole, l'expression de la solidarité entre les étudiants et les paysans, le maintien des traditions culturelles palestiniennes, l'attachement des élus à l'identité palestinienne et leur refus de capituler devant l'occupant.

D'autres « affaires » se succèdent devant le tribunal. Cette semaine-là, le tribunal militaire condamnera à un an de prison chacun deux collégiens accusés d'avoir jeté des pierres contre un véhicule israélien. Un étudiant prendra six mois pour avoir été en possession d'un drapeau palestinien et l'avoir arboré en public.

Pour « appartenance illégale à une organisation interdite », une quinzaine d'hommes entre 15 et 60 ans, écoperont de 18 mois de prison. Six mois pour un jeune accusé d'avoir été en possession de la photo du martyr Dalal Al Mograbi et du texte d'un discours d'un dirigeant de l'OLP. Un an avec sursis pour quatre femmes accusées d'avoir « reçu des fonds hostiles en provenance de Jordanie ». Une mère et sa fille sont condamnées à six mois fermes pour ne pas avoir déclaré être en possession du fusil de leur mari et père détenu.

Ces condamnations sont le pain quotidien des Palestiniens vivant sous l'occupation. A l'hôpital palestinien d'Al Makasid, sur le mont des Oliviers à Jérusalem, qui emploie 400 salariés, 10 % du personnel a connu les prisons israéliennes. Les trois membres du bureau du syndicat de l'hôpital totalisent 10 ans de détention (respectivement 5, 3 et 2 ans). « Mais, dit l'un d'eux, cela n'a rien d'exceptionnel. Nous savons tous que nous y retournerons probablement. Peut-être demain... On ne sait jamais. C'est le prix à payer pour défendre nos droits. »

Nous demandons à ce militant comment il peut expliquer l'activité syndicale qui se mène à Al Makasid. « Il s'agit, nous répond-il, d'un hôpital financé essentiellement par des dons des Palestiniens de l'étranger. Le reste des frais est payé par les malades eux-mêmes. L'existence même de l'hôpital doit être défendue pied à pied. 95 % du personnel est syndiqué. Notre activité consiste surtout à aider les Palestiniens des camps et des villages les plus pauvres. Le syndicat a mis sur pied une équipe médicale de 10 à 12 syndiqués, tous les syndiqués participant à tour de rôle. Les militants se rendent sur place et dispensent des soins. Les cas de gastro-entérite, de paludisme, de diabète sont monnaie courante. A Gaza, quelques cas de typhus ont été repérés, alors que l'UNWRA ferme des dispensaires ! Nous mettons actuellement sur pied un système d'aide médicale aux prisonniers et à leurs familles. Mais notre but en tant que syndicat n'est pas en soi l'aide médicale. Nos interventions sont autant d'occasions de débats et d'impulsion de mobilisations pour le droit à la dignité, à la santé pour tous, au respect de conditions d'hygiène élémentaires. »

En effet, toute association ou organisation palestinienne consacre une part importante de son activité à faire vivre de multiples réseaux d'entraide et de secours, qui unissent les différentes couches des masses palestiniennes dans la lutte pour la survie : depuis les étudiants de Bir-Zeit qui aident un paysan palestinien à mettre sa terre en valeur pour éviter l'expulsion, jusqu'au syndicat du bâtiment qui organise un chantier de volontaires pour assainir un quartier insalubre. « Au bout de toutes ces actions inscrites dans notre mobilisation d'ensemble se dessine notre droit de vivre libres en Palestine », explique un militant du conseil étudiant de l'université de Bir-Zeit.

Mardi 26 juillet 1983, la situation se tend brusquement en Cisjordanie. Un com-

mando armé de fusils-mitrailleurs fait irruption dans l'université palestinienne d'Hébron, à l'heure des examens, tirant pendant 7 minutes sur tout ce qui bouge : 3 morts et une trentaine de blessés. L'armée toute proche, qui met d'ordinaire quelques minutes pour disperser les manifestations étudiantes, a besoin d'une heure pour intervenir. « Les assassins sont tranquilles, ils sont couverts », conclut un des étudiants blessés, qui a perdu un œil, rencontré à l'hôpital d'Al Makasid où il a été hospitalisé.

Chacun sait, et les autorités en conviennent, que les meurtriers venaient de Kiryat Arba, une grosse colonie sioniste qui jouxte Hébron. Pourtant, pour « préserver l'ordre public », le couvre-feu d'une semaine s'appliquera aux seuls habitants arabes d'Hébron. Les organisations et les personnalités palestiniennes appellent à une grève générale de trois jours, qui sera massivement suivie. A Jérusalem, Naplouse et Bir-Zeit, des manifestations sont violemment dispersées.

Une semaine plus tard, le gouverneur militaire d'Hébron ordonne l'évacuation de la gare routière et le stationnement des autobus dans une cour d'école. Rien ne doit retarder la saisie du terrain ainsi libéré pour renforcer la colonie de 20 familles déjà implantée au cœur même d'Hébron, à un jet de pierre de la casbah, et qui représente une provocation permanente. Cette affaire est un condensé de la politique de colonisation galopante de la Cisjordanie en vue de son annexion pure et simple.

Il suffit de lire dans le *Jerusalem Post* du 5 août les propos de Neura Bleicher, la femme du rabbin qui anime la colonie de Beit Romano à Hébron, pour mesurer quel est l'état d'esprit de ces « pionniers ». « Quand vous vivez vraiment ici et que vous prenez conscience que vous êtes le ba'alat bavit, le "propriétaire", que cela vous appartient, alors il n'y a pas de quoi être effrayés... Revenez donc ici, non pas dans 50 ans mais dans 10, et vous verrez quelle florissante ville juive sera devenue Hébron. Ce sera une ville juive, avec une majorité juive. Bon, peut-être n'y aura-t-il pas encore de majorité juive. Ce n'est pas important. Ce qui compte, c'est qu'Hébron sera juive... Il n'y a rien de surprenant dans l'idée que 20 familles juives soient "propriétaires" d'une ville de 70 000 Arabes. Chaque peuple a sa patrie, et la terre d'Israël est celle des Juifs. La nature a décrété que les palmiers poussent dans les vallées et non sur les collines. Le retour des Juifs sur la terre d'Israël est une affaire de la nature. La terre n'est devenue fertile que lorsque ses vrais propriétaires — le peuple juif — y est revenu... Le peuple juif est le cœur de l'humanité, et si le cœur est sain, le corps est sain. Si le peuple juif est sain, le monde entier sera sain. Et le peuple d'Israël sera sain lorsqu'il se tiendra debout, droit, sur sa propre terre. »

Tout commentaire serait superflu, mais ce ne sont pas seulement les propos d'une illuminée. Le récit que fait un responsable syndical de l'Union des travailleurs de la construction, d'Hébron, mon-

tre comment ce ne sont pas des paroles en l'air, que cette idéologie se traduit dans les faits.

LES MOYENS DE L'EXPANSION SIONISTE

« Le 10 juin 1983, la police entre dans le local du syndicat. Elle arrête notre secrétaire général, saisit les archives, la bibliothèque, les posters et les portraits qui ornent les murs, et s'en va. Trente minutes plus tard, l'armée arrive et fait voler la porte en éclats. Les vitres des fenêtres du local sont brisées à coups de crosse. Les coupes et les tenues sportives de l'équipe de football du syndicat sont saisies, ainsi que les registres et la caisse. Ce n'est pas tout : deux jours plus tard, tous les membres du bureau sont arrêtés. Des poursuites sont engagées pour constitution illégale d'un syndicat, puis elles se transforment en pressions pour que nous dissolvions le syndicat, ce qui atteste en soi la légalité du syndicat, dont les statuts sont régulièrement déposés et enregistrés. Pressions vaines : un mois plus tard, nous sommes relâchés. L'un d'entre nous est assigné à résidence pour six mois, les autres doivent pointer deux fois par jour à la police d'Hébron, mais toujours au poste de police le plus éloigné possible de leur domicile. Il arrive au secrétaire général d'être convoqué par la Sécurité militaire à Tel Aviv, qui se trouve à plus de 100 kilomètres d'Hébron. Il se présente avec sa convocation, attend toute la journée pour se voir remettre une nouvelle convocation pour le lendemain. Le lendemain, on lui dit qu'il peut rentrer chez lui. »

Quant à la lutte syndicale, « elle se mène dans des conditions extrêmement difficiles, à l'image de ce que subissent les travailleurs. Ils sont 150 000 dans les territoires occupés qui quittent leur domicile à trois heures du matin pour se rendre au travail en Israël. Les usines et les chantiers sont à 1 heure et demie de route, mais il leur faut prévoir plusieurs heures d'attente aux deux ou trois barrages qu'ils doivent franchir : fouilles, présentation de documents, interrogatoires, et ceci tous les jours, car ils n'ont pas le droit de passer la nuit en Israël. Là-bas, ils n'ont aucun droit syndical, et seuls les travailleurs juifs sont éligibles aux comités d'entreprise, alors que certaines entreprises occupent jusqu'à 80 % de travailleurs arabes. De plus, ces travailleurs doivent payer des taxes sur leurs salaires pour payer le budget de la Défense, taxes qui atteignent parfois 50 % de leur paye.

« Les travailleurs qui restent ici sont employés dans de petites entreprises dépassant rarement 10 ouvriers et atteignant 40 salariés dans quelques cas exceptionnels. La sécurité sociale est inexistante. C'est le syndicat qui dresse une liste de médecins et de pharmaciens qui acceptent de réduire leurs honoraires pour les syndiqués et leurs familles.

« Notre agriculture est étouffée. 40 % des terres ont été confisquées. Notre commerce ne peut soutenir la concurrence avec le commerce israélien, dont les marchandises destinées aux territoires occupés sont subventionnées. Le but pour-

suiwi est la destruction de toute économie et de toute infrastructure qui pourraient constituer les bases d'un Etat palestinien. Ce qui se prépare à terme, c'est notre expulsion en masse de Cisjordanie. Et ne croyez surtout pas qu'ils en sont incapables ».

En effet, un étudiant de Bir-Zeit qui se reconnaît dans les positions de la « gauche palestinienne » (on désigne ainsi le Front populaire de libération de la Palestine, FPLP, de Georges Habache, et le Front démocratique et populaire de libération de la Palestine, FDPLP, de Nayef Hawatmeh), envisage très concrètement une telle perspective : « Regarde comment ils font monter la tension. Notre étouffement est trop lent. Nous résistons. Le rouleau compresseur ne va pas assez vite et les contradictions internes à la société israélienne la minent. Ils n'ont que la fuite en avant comme solution. Ce qui se prépare, c'est un nouveau Deir Yassine (1), mais cette fois en plus grand. Un Sabra et Chatila dans les territoires occupés. En représailles à l'assassinat d'un colon à Hébron, dans une bagarre, ils ont ratonné le centre-ville, incendié les halles et le souk et commis ce carnage à l'université. Vingt de nos camarades de Bir-Zeit ont été condamnés à 18 mois de prison parce qu'ils manifestaient contre ce crime (l'instruction du procès a duré cinq jours), et une manifestante de Naplouse a été abattue la veille de son mariage. Sa famille n'a même pas pu assister à l'enterrement. Ce qui se passe à Hébron est bien plus qu'une épreuve de force pour implanter la colonie. Cela ressemble à une répétition générale de quelque chose de terrible. C'est la résistance du peuple palestinien, la réaction des autres Etats, et celle de l'opinion mondiale qui sont testées ».

« Non, ne dites pas que nous voulons expulser les Arabes, déclare pourtant Neura Bleicher. Ils peuvent vivre ici et jouir de tous leurs droits, mais nous leur accorderons ces droits parce qu'Hébron est notre ville ! »

UM EL FAH'M, VILLAGE ARABE EN ISRAEL

Finalement, nous nous sommes rendus en Israël même, dans le village arabe d'Um El Fah'm, au sud de la Galilée, pour voir comment cela se passe. « En 1948, explique Marwane, militant d'Abna Al Balad (les Fils du village, organisation radicale nationaliste arabe), le village comptait 4 000 habitants. Aujourd'hui, nous sommes 23 000. A cette époque, 17 villages des alentours ont été détruits. Une partie des habitants ont fui. D'autres se sont réfugiés ici. La croissance démographique a fait le reste. C'était un village agricole, mais il n'y a plus un seul paysan aujourd'hui. 84 % des terres ont été confisquées. Le terrain qui reste est presque entièrement construit, et les habitants s'entassent dans ce qui est devenu une ville-dortoir. »

Avec plus de 20 000 habitants, Um El Fah'm peut prétendre au statut de véritable ville, lequel lui est toujours refusé

par l'administration israélienne pour éviter de devoir verser les subventions que cela entraîne. Résultat, l'électricité n'a été installée qu'en 1972, et il n'y a toujours pas d'égoûts. Quant à l'eau courante, installée en 1966, elle provient de la même station de pompage qui arrose les terres du kibboutz voisin, au nom évocateur de Miami. En période de basses eaux, l'alimentation du village est coupée pour n'être rétablie que durant la nuit, « parce que le bétail du kibboutz ne boit pas la nuit, et ce n'est pas une blague », me dit en riant Mohammed, 13 ans.



Manifestation d'écoliers palestiniens en soutien à l'OLP en 1974. (DR)

Mohammed va à l'école. Dans une salle de classe de 20 m², avec ses 45 camarades, il apprend l'histoire du peuple juif, la littérature juive, et étudie des textes de la bible. L'étude de l'histoire arabe se réduit à quelques leçons sur l'Islam. Le tout est enseigné en hébreu, par des enseignants arabes à des enfants arabes. Il y a des cours d'arabe bien sûr, mais il s'agit de l'étude d'une langue étrangère. Um El Fah'm compte 12 écoles primaires, dont la moitié sont installées dans des locaux loués. Il n'existe aucune subvention pour en construire de nouvelles. Le village se situe sur un coteau et les maisons prennent appui sur des piliers. Le propriétaire loue l'espace entre les piliers, on dresse des murs et l'on y installe une classe. Vu le nombre d'enfants, vingt classes sont ainsi aménagées chaque année aux frais des habitants, et souvent sans même une fenêtre. Mohammed ne sait pas ce que c'est que de jouer sur un terrain de sport et ignore à quoi ressemble un jardin public.

Les salariés d'Um El Fah'm, soit 95 % de la population active masculine, vont travailler à quelque 80 à 100 kilomètres de là dans l'agglomération de Tel Aviv. Parce qu'ils sont « Israéliens », ils peuvent se syndiquer à la centrale syndicale Histadrout, mais ne sont pas éligibles aux fonctions syndicales. S'ils se syndiquent malgré tout, c'est pour bénéficier des services de la Kupotholim, la caisse de sécurité sociale gérée par la Histadrout. Par contre, les allocations familiales ne leur sont pas versées, alors qu'une famille compte huit enfants en moyenne. Mais il

ne s'agit pas là de « discrimination raciale », expliquent les autorités. C'est simplement parce que les allocations familiales ne sont accordées qu'aux Israéliens ayant rempli leurs obligations militaires. Et puisque les Arabes ne sont pas appelés sous les drapeaux, le tour est joué. Les Juifs qui sont exemptés ou réformés du service militaire, eux, par contre, perçoivent les allocations. C'est là une des multiples astuces cyniques utilisées pour limiter la natalité arabe en Israël. Voilà comment les Arabes dans l'Etat d'Israël « jouissent de tous leurs droits ». Bien

sûr, ils ont le droit de vote, mais ça ne tire guère à conséquence, puisqu'ils ne représentent que 15 % de la population totale (3,5 millions d'habitants).

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

« Mais est-ce que les travailleurs français savent seulement ce que nous endurons ? Nous vous demandons de dire ce que vous avez vu, de transmettre cette image de souffrance de notre peuple. Notre lutte sera longue et dure. Nous savons que nous avons affaire aux plus puissants des ennemis. Derrière Israël, il y a les USA, il y a le silence complice des Etats européens. Il y a aussi, hélas, celui des régimes arabes. Le problème palestinien sera résolu grâce à notre mobilisation, à notre volonté et à notre ténacité. Il sera résolu par l'union des travailleurs et par tous les peuples épris de paix. Face à ce que sont nos ennemis, c'est notre devoir de nous libérer, et la défaite de nos ennemis sera aussi celle de tous les oppresseurs. » C'est ainsi que s'exprimait Hisham, dirigeant syndical à Jérusalem, début août. Il dépend des militants ouvriers français de répondre à cet appel. Et aux communistes révolutionnaires de faire en sorte qu'il puisse être entendu. ■

François MAILLAN,
Jérusalem, 15 août 1983.

1. Le terrorisme sioniste est inhérent à l'installation même de l'Etat d'Israël en Palestine. En septembre 1948, 250 Arabes (femmes, enfants, vieillards) du village de Deir Yassine étaient assassinés par l'armée secrète sioniste Ir-goun, pour terroriser la population palestinienne.

Rien ne justifie la présence des troupes françaises

DEPUIS plusieurs années déjà, le Tchad connaît une situation de décomposition interne synonyme d'un invraisemblable chaos économique et social (1). Fruit de la balkanisation impérialiste de l'Afrique noire, ce conflit, véritable guerre civile où s'affrontent une multitude de cliques militaires régionalistes, sur lequel se greffe l'intervention de l'impérialisme français et des Etats de la région, représente en quelque sorte un condensé à haute dose des problèmes les plus explosifs que connaissent tous les Etats néo-coloniaux du continent (dépendance économique et politique, pesanteurs régionalistes, faiblesse de l'Etat, voracité des cliques dominantes, clientélisme, etc.)

Tout au long des vingt années d'indépendance du Tchad, l'ingérence impérialiste française pour tenter d'y maintenir la fiction d'un Etat centralisé s'est exprimée sous des formes diverses, mais quasiment sans interruption : administration directe du nord du pays jusqu'en 1964 ; substitution de l'administration locale par la Mission pour la réforme administrative (MRA) en 1969 ; envoi d'un corps expéditionnaire en 1969, 1978 et 1983 ; aide à l'intervention d'une force interafricaine en 1981 ; présence permanente de centaines, parfois même de milliers de « conseillers » militaires ; monopole de l'exploitation des richesses locales ; aide financière régulière pour alimenter le budget ...

Les deux principaux aspects de cette ingérence, qui ressortent d'ailleurs de la répartition des crédits alloués au Tchad, sont l'assistance militaire pour essayer de forger une armée tchadienne, à défaut d'assurer l'existence réelle d'un Etat, et le financement du fonctionnement de l'administration locale. En 1976, 40 % du budget militaire de la coopération sont attribués au Tchad. En 1978, sur les 399 millions d'aide française, 204 millions vont à « l'assistance militaire ». L'Etat tchadien a été ainsi totalement satellisé par Paris, sans que cela n'améliore pour autant le niveau de vie des masses, dont le revenu annuel par tête d'habitant est estimé à 700 francs. On peut dire que depuis l'indépendance, l'impérialisme français s'est substitué à l'Etat néo-colonial tchadien. La présence du commandant français Gouvernec, servant sous l'uniforme tchadien, à la direction des services de renseignements de l'armée tchadienne depuis l'indépendance jusqu'en 1976, en est une preuve éclatante.

François CAZALS

Incapable de dompter les forces centrifuges en action et de souder une couche bourgeoise autochtone autour de la gestion de cet appareil d'Etat déliquéscent, Paris se contenta, ces dernières années, d'alimenter les différentes cliques en armement au gré de leur participation au pouvoir. Ses rapports avec les différentes fractions locales restaient néanmoins tactiques et limités, car l'impérialisme français continuait malgré tout à mener sa propre politique. Ainsi, les accrochages entre Paris et ses protégés locaux ont été multiples, sans qu'aucune des tendances locales ne représente pour autant une orientation anti-impérialiste véritable. En 1982 par exemple, les Forces armées du nord (FAN) d'Hissène Habré, alors dans l'opposition, critiquaient le soutien français au gouvernement Goukouni en accusant Paris « d'entretenir la guerre à grands moyens, tant militaires que diplomatiques, en déversant quotidiennement et en quantités énormes des armes sophistiquées à l'aéroport de N'Djamena (2) ». Quant au dirigeant sudiste Kamougue, aujourd'hui allié de Goukouni et des Libyens, tout aussi tactiquement qu'il fut l'homme de la France pendant de nombreuses années, il s'avère toujours très

compréhensif à l'égard de la politique de l'impérialisme français. Il déclarait notamment, en novembre dernier, à propos de la politique française : « Cette attitude est propre à la France, nous ne lui en voulons pas, nous savons bien que demain, si nous sommes à N'Djamena, la France viendra, comme elle l'a fait hier. Laissez la France de côté. Au moins, l'aide qu'elle amène profite aux Tchadiens. (3) »

Rompant avec une telle politique néo-coloniale aurait signifié refuser de soutenir une quelconque des cliques militaires locales et remettre en cause l'ensemble des accords néo-coloniaux qui maintiennent ce pays dans le giron français. Ce faisant, c'eût été s'orienter vers la contestation globale d'un système de domination qui permet à Paris de contrôler l'économie de toute une série de pays d'Afrique noire. C'est, tout au contraire, pour faire la preuve de sa capacité à défendre la stabilité de l'édifice néo-colonial de l'impérialisme français que le gouvernement Mitterrand-Mauroy a envoyé 3 000 soldats au Tchad au mois d'août dernier.

Dès son arrivée au gouvernement, François Mitterrand manifesta sans dé-

tour son respect des engagements de la France vis-à-vis de ses néo-colonies africaines, y compris dans le domaine militaire. Du point de vue de la gestion du capitalisme français, le maintien de ces Etats dans la zone d'expansion privilégiée de la France est en effet une question fondamentale. Or, ce sont l'ensemble de ces accords de coopération qui en assurent la pérennité.

De nombreuses raisons concourraient néanmoins à une attitude prudente dans l'affaire tchadienne ; les diverses expériences d'embourbement des gouvernements bourgeois antérieurs, la complexité de l'échiquier politique local, l'instabilité de l'Etat, mais aussi la nécessité de maintenir avec la Libye un bon niveau de relations commerciales. Et ce, d'autant plus que Tripoli accueillit favorablement l'élection de Mitterrand et invita même les sociétés françaises à participer aux différentes réalisations prévues par le troisième plan libyen de développement (1981-1985).

LA POLITIQUE DE MITTERRAND AU TCHAD

La première intervention du nouveau gouvernement français au Tchad date en fait de 1981. Mitterrand proposera la constitution d'une force militaire interafricaine destinée à remplacer le contingent libyen que Goukouni, alors président du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) installé à N'Djamena, avait invité pour l'aider à repousser les attaques d'Hissène Habré. En novembre 1981, Paris réussira, après moult pressions, à obtenir le retrait des troupes libyennes du Tchad, en échange d'une petite aide à Goukouni, du paiement des fonctionnaires tchadiens, et de l'envoi de contingents militaires zairois, sénégalais et nigériens, dont la logistique et le financement étaient assurés conjointement par la France et les Etats-Unis. Paris présentait déjà cette initiative comme une solution « africaine » au conflit tchadien, l'action libyenne étant paradoxalement caractérisée d'« extérieure ». Il va sans dire, pourtant, que c'était la politique de la France qui était ainsi appliquée par les soldats africains interposés.

Toutefois, les promesses d'aides internationales faites à Goukouni ne l'empêcheront pas d'être renversé par Hissène Habré en juin 1982. Paris, qui ne dira mot de cette « agression » contre un gouvernement caractérisé comme « légitime » quelques mois auparavant, apporte alors son aide à Hissène Habré. Mais les troupes de Goukouni, réorganisées par la Libye, tout comme celles d'Habré l'avaient été par le Soudan et l'Egypte, prennent Faya Largeau le 24 juin 1983.

Les réactions immédiates à l'offensive de Goukouni seront empreintes d'une certaine prudence. Le ministre français

1. Cf. *Inprecor* numéro 156, du 12 septembre 1983.

2. *Le Monde*, Paris, 10 février 1982.

3. *Libération*, Paris, 3 novembre 1982.

des Relations extérieures, Claude Cheysson, qualifie les affrontements de « *combat de chefs* » et reconnaîtra qu'« *il n'y a pas d'intervention étrangère au Tchad* » (4). L'ancien responsable colonial gaulliste, Pierre Messmer, déclare aussi que « *la guerre civile tient justement au fait qu'il n'y a pas d'Etat tchadien ni de nation tchadienne* » (5). Dans la même veine, le délégué aux Affaires extérieures du Rassemblement pour la République (RPR) de Jacques Chirac, ancien ambassadeur français à Kinshasa, affirme que « *les combats qui se déroulent dans ce pays sont le résultat d'une guerre entre les chefs de clans opposés* ». Il ajoute même catégoriquement : « *La France n'a aucun intérêt à prendre partie dans ces luttes intestines*. (6) » La Libye semble être sur la même longueur d'ondes, et le colonel Moammar Kadhafi déclare à la même époque : « *Le conflit tchadien est une lutte pour le pouvoir qui dure depuis vingt ans, et N'Djamena est comme un ballon dont les uns et les autres veulent s'emparer. Goukouni était à N'Djamena, Hissène Habré l'en a chassé. C'est maintenant Goukouni qui attaque, et il arrivera fatalement à N'Djamena. Mais nul ne peut assurer qu'il s'y maintiendra, et celui qui viendra après lui, Hissène Habré ou un autre, n'aura pas plus de garanties de garder le pouvoir*. (7) »

Personne ne différencie les deux camps qui s'affrontent, ou n'attribue une quelconque dynamique anti-impérialiste ou déstabilisatrice à l'un d'entre eux. On se situe encore pour quelques jours dans le cadre d'un des multiples rebondissements de la guerre civile tchadienne. Pourtant le gouvernement français va rapidement s'engager dans une aventure militaire néo-coloniale.

Hissène Habré, qui reçoit une aide financière de Washington, en appelle à l'appui de la France, les Etats néo-coloniaux d'Afrique noire font aussi pression en ce sens, tandis que dans la presse bourgeoise est largement diffusée la thèse d'une agression libyenne contre le gouvernement « légitime » d'Hissène Habré. Ce sont d'abord des tonnes d'armement et quelques dizaines de conseillers militaires qui sont acheminés à N'Djamena. L'engrenage de l'intervention est engagé. Mais le 14 juillet, François Mitterrand affirme encore : « *Nous avons assisté le gouvernement légitime du Tchad par tous les moyens dont nous pouvions disposer, selon les termes de l'accord de 1976. Mais nous n'avons aucune raison d'aller au-delà, parce que cet au-delà n'a pas été négocié par nos pays*. (8) »

Désireux à la fois de rassurer sa chassée gardée africaine et d'occuper le terrain au Tchad sur le plan diplomatique et militaire avant que l'administration Reagan, en pleine croisade anti-libyenne, n'y prenne une initiative propre, le gouvernement français s'engage plus avant encore : envoi en juillet d'un contingent de 1 500 militaires zairois formé par les instructeurs français et déclenchement de l'opération « Manta », prétendue mission d'instruction auprès des troupes d'Hissène Habré,

qui aboutira à l'acheminement de 3 000 soldats français au mois d'août dernier.

UNANIMITÉ NATIONALE ET CROISADE ANTI-LIBYENNE

L'hystérie anti-libyenne digne des émeutes de Ronald Reagan gagne les rangs des membres du Parti socialiste et du gouvernement. Le 18 août, le député socialiste Alain Vivien n'hésite pas à accuser Tripoli de « *s'apprêter à lancer une offensive pour s'emparer de la capitale* ». Le gouvernement français serait alors intervenu « *pour arrêter l'envahisseur et l'obliger à négocier* », car « *on ne peut pas accepter un "Munich" africain* » (9).

C'est sur la base d'une vaste intoxication de l'opinion publique que l'intervention militaire française s'est opérée. L'aide libyenne aux forces de Goukouni a été volontairement exagérée. Un journaliste présent à Faya Largeau au début juillet écrivait : « *De tous les témoignages recueillis à Faya Largeau, il ressort qu'il n'y a ni troupes ni avions de combats libyens, ni même la fantômatique "légion étrangère" du colonel Kadhafi. Il y aurait par contre une dizaine de militaires libyens chargés des liaisons radio avec la Libye ainsi que de certains problèmes de logistique, notamment l'approvisionnement*. (10) » Ce qui fut présenté par le gouvernement d'Hissène Habré comme le bombardement d'une ville tchadienne du Nord par 50 avions libyens n'était, en réalité, qu'une rapide action menée par deux avions seulement. Et ainsi de suite, jusqu'à présenter la guerre de clans que l'on s'accordait à voir au Tchad en une opération concertée de déstabilisation d'un gouvernement légitime. Il est donc factuellement faux d'affirmer que les forces françaises sont intervenues contre une agression libyenne. La vérité est que le gouvernement Mitterrand, suivant en cela la politique de ses prédécesseurs, a voulu servir de tuteur à l'Etat fantôme tchadien et s'est trouvé entraîné, pour ce faire, dans une opération de type néo-colonial, comme le Tchad en a connues bien d'autres dans le passé. Et l'hypocrisie touche à son comble lorsque les dirigeants français prétendent que leur action militaire doit garantir l'intégrité territoriale du Tchad, le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des populations. Ces affirmations n'ont d'ailleurs pas d'autres fonctions que d'obtenir le soutien, ou du moins l'accord tacite des masses populaires françaises à la politique néo-coloniale du gouvernement Mitterrand.

Ainsi, autour de cette intervention et de la propagande anti-libyenne s'est forgé un large consensus national des partis politiques, de la majorité comme de l'opposition. Jacques Chirac du RPR, l'ancien Premier ministre Raymond Barre, et Giscard d'Estaing se sont déclarés en accord avec le gouvernement Mitterrand.

Même le Parti communiste français, quelque peu gêné aux entournures, avalisa cette politique. Il synthétise d'ailleurs à sa manière toute la duplicité de la démarche gouvernementale en soutenant l'envoi

des troupes françaises tout en insistant sur la nécessité de négociations. Ainsi, Pierre Juquin, membre du Bureau politique du PCF, a reconnu le bien-fondé des accords néo-coloniaux signés avec le Tchad par Jacques Chirac, Premier ministre de Giscard d'Estaing en 1976, alors même que la position traditionnelle de son parti sur cette question est de réclamer la renégociation de ces accords. Tout en acceptant la nécessité de venir en aide à Hissène Habré, celui-là même que l'*Humanité*, le quotidien du PCF, qualifiait d'agent du contre-espionnage français il y a quelques années, Juquin se dédouanait en affirmant que « *la question numéro un au Tchad est de savoir comment sont aujourd'hui préparées et amorcées les négociations* » (11). De l'intervention militaire française, le dirigeant du PCF ne retenait plus que « *les risques que comportent tout envoi de forces armées dans un environnement aussi complexe* ».

LE ROLE DE LA LIBYE

Certes, l'intervention libyenne aux côtés de Goukouni ne fait pas de doute. L'action libyenne au Tchad est d'ailleurs ancienne. Culturellement, les populations du Nord tchadien sont très proches de la Libye. Sans remonter au roi libyen Idriss, chef spirituel de la secte musulmane guerrière des Senoussis, très puissante chez les Toubous du Tchad, la Libye a de tout temps soutenu les populations musulmanes du Tchad. L'arrivée au pouvoir, en 1969, du colonel Moammar Kadhafi, après le renversement de la royauté et des anciennes couches dominantes corrompues, accentua l'aide libyenne au Front de libération national du Tchad (FROLINAT).

C'est au nom d'une politique pan-islamique que la Libye appuiera les éléments « nordistes » les plus favorables à un rapprochement avec le monde arabe. La fraction pro-libyenne la plus fidèle est d'ailleurs une scission du FROLINAT, composée principalement d'Arabes qui représentent une minorité ethnique au Tchad.

L'expansionnisme libyen, manifeste au Tchad, s'est notamment exprimé par l'occupation, depuis 1973, de la bande d'Aouzou, que l'on dit riche en uranium et en pétrole. A plusieurs reprises, la Libye exercera des pressions pour obtenir une division du Tchad en zones d'influence partagées avec la France. Elle s'est ainsi paradoxalement retrouvée parfois l'alliée tactique des éléments sécessionnistes « sudistes » comme Kamougué. Tour à tour, le régime libyen soutiendra différentes fractions en lutte et participera aussi à de nombreuses négociations avec la France et les Etats néo-coloniaux de la région. En 1979, Tri-

4. *Le Monde*, 29 juin 1983.

5. *Le Matin de Paris*, 7 juillet 1983.

6. *Le Quotidien de Paris*, 8 juillet 1983.

7. *Le Matin*, 1er juillet 1983.

8. *Le Monde*, 16 juillet 1983.

9. *Le Matin*, 18 août 1983.

10. *Libération*, 4 juillet 1983.

11. *Le Monde*, 31 août 1983.

poli donne son aval à l'installation du GUNT dirigé par Goukouni. Lorsque celui-ci sera mis en cause par l'action d'Hisène Habré, les Libyens appelés à la rescousse interviendront massivement au Tchad à la fin de 1980. La Libye n'investira pourtant guère dans la relance de la machine économique tchadienne. Lorsque Goukouni réclame le retrait des troupes libyennes, fin 1981, celles-ci se retirent en moins d'une semaine, mais leur départ précipité laisse la place à l'offensive anti-gouvernementale d'Hisène Habré, qui s'empare du pouvoir en juin 1982.

Certes, l'intérêt que la Libye porte au Tchad est mû par le souci stratégique de disposer à son flanc sud d'un Etat qui ne lui soit pas trop hostile et par la perspective de pouvoir mettre la main sur certaines richesses du sous-sol de ce pays. Disposant d'importants revenus pétroliers, la Libye a des moyens financiers à consacrer à cette entreprise. Mais bien qu'il soit en butte à de multiples pressions de la part de l'administration Reagan, l'Etat libyen n'en reste pas moins un pays dépendant. Cette dépendance s'exprime sous la forme du poids de la production pétrolière dans l'économie du pays. Le pétrole assure, en effet, la part la plus importante des revenus de l'Etat, et, vendu pour 40 % à des compagnies américaines, il maintient la Libye sous la pression du marché capitaliste international. Les mêmes projets de développement qui font de la Libye un pays semi-industrialisé renforcent aussi la dépendance de cet Etat vis-à-vis de la technologie occidentale et des achats de biens d'équipements industriels provenant de ces Etats.

Ainsi, 75 % de ses importations de biens d'équipement proviennent des neuf plus grands pays impérialistes. En ce qui concerne la France, sixième partenaire commercial de la Libye mais second fournisseur militaire derrière l'URSS, 50 entreprises sont actives dans ce pays. Le montant global des contrats de travaux ou de services en cours d'exécution intéressant des compagnies françaises s'élève à 2,1 milliards de francs par an en moyenne. Paris a notamment vendu à Tripoli 150 Mirage en 1970 et 1978, des dizaines d'Alouette-III, une dizaine de patrouilleurs légers, 200 chars AMX, des missiles Crotale et Milan, le tout avec des contrats de formation prévus lors de ces achats. La valeur des achats libyens de matériels civils français est passée de 206 millions de francs en 1969 à 666 millions en 1972 et à 1 731 millions en 1974. A cette époque, le chef de l'Etat libyen déclarait : « *Les Arabes ne comptent que deux vrais amis en Europe, la Yougoslavie à l'Est et la France à l'Ouest.* » (12) Certes, les rapports se sont ensuite dégradés avec Giscard d'Estaing. Mais après chaque crise entre les deux Etats, Kadhafi ne manquait pas de faire des ouvertures en direction des industriels et du gouvernement français. Une convention de coopération était notamment signée en 1976,

au même moment que les accords entre la France et le Tchad, par Jacques Chirac.

Tout cela donne de bonnes raisons objectives, de part et d'autre, pour tenter de parvenir à un règlement politique au Tchad, que tout le monde sait d'ailleurs provisoire, même si cela signifie qu'il faille passer par-dessus la volonté des fractions rivales sur le terrain. Cela s'est déjà réalisé lorsque la France et la Libye essayèrent d'imposer au régime de Félix Malloum et au FROLINAT la signature d'un accord de cessez-le-feu en 1978. Cela était aussi inscrit dans les propos récents de Kadhafi, qui affirmait en juillet dernier : « *La France devrait comprendre la position-clé de la Libye en Afrique. Je souhaite qu'elle comprenne que son intérêt est du côté libyen et que nous sommes pour elle un partenaire par excellence.* » (13)

La tournée actuelle des diplomates français en Afrique a d'ailleurs pour objectif d'essayer de parvenir, sur la base du rapport des forces créé par l'intervention française au Tchad, à amener la Libye à composer et à forcer son protégé Goukouni à négocier. Toutefois, l'inconnue de cette démarche reste la formule gouvernementale et étatique qui devrait surgir. Sur ce point, il règne le plus grand flou, tout ou à peu près ayant déjà été tenté au Tchad.

L'ENGRENAGE DE LA GUERRE COLONIALE

Pour les besoins de sa propagande démagogique auprès des travailleurs français, le gouvernement de François Mitterrand présente son action au Tchad comme une politique différente de celle menée par ses prédécesseurs. Or, l'envoi même du corps expéditionnaire français comme le paiement des fonctionnaires tchadiens illustrent la continuité de la politique impérialiste.

Outre l'effet de la dynamique militaire propre, qui donne beaucoup de poids à des décisions prétendument présentées comme des nécessités de défense du corps expéditionnaire français, la fonction même de l'intervention française est d'insister sur son rôle dissuasif. Mais pour ce faire, il faut évidemment ne pas écarter la possibilité de l'entrée en action du corps expéditionnaire français. C'est ce que Mitterrand a clairement précisé le 28 août dernier, en affirmant que « *la disposition que la France a installée lui donne les moyens, s'il le faut, de répondre militairement et vite à une nouvelle offensive* ». Le rôle des troupes françaises est ainsi défini par le chef de l'Etat : « *Nous exerçons aussi, en outre, un rôle dissuasif pour qui voudrait approcher de la zone où nous sommes. On sait également que menacées, nos troupes riposteraient et que pour mieux se défendre, elles ne limiteraient pas leur réplique à la seule défensive.* » (14) Dès lors, l'engrenage de la guerre coloniale est enclenché. Des avions français ont déjà survolé une colonne des troupes de Goukouni, cette fois-ci sans tirer, semble-t-il. Il est facile d'imaginer la prochaine étape de l'engagement français.

L'action du gouvernement Mitterrand au Tchad reste donc étrangère aux intérêts des masses populaires tchadiennes et des travailleurs français. En cette période d'austérité pour les travailleurs français, de chasse aux immigrés pour les travailleurs étrangers en France, il s'agit, pour le gouvernement Mitterrand, au prix de dépenses de centaines de millions de francs, de défendre les armes à la main le mirage d'un Etat néo-colonial en pleine décomposition. Le consensus national dont bénéficia cette politique au sein du mouvement ouvrier organisé et parmi les partis bourgeois d'opposition fut seulement troublé par la campagne menée par des organisations d'extrême gauche, et principalement par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui, seules, se sont prononcées pour le retrait des troupes françaises du Tchad.

L'intervention militaire française n'est pas susceptible de trouver une solution à la crise chronique de l'Etat tchadien. Dès lors, le gouvernement Mitterrand est contraint de s'orienter vers le terrain des négociations, ce qui passe indubitablement par un accord avec Tripoli. Mais même dans cette éventualité, le gouvernement français aura contribué à l'accentuation de la guerre civile dont souffrent les masses tchadiennes. Rien ne peut donc justifier le maintien des troupes françaises au Tchad. ■

François CAZALS,
18 septembre 1983.

VIENT DE PARAITRE

AFRIQUE en lutte

Troupes françaises hors du Tchad

SPECIAL TCHAD

En vente à la librairie la Brèche, 5, rue de Tunis 75011 Paris, au prix de 6 francs.

12. *Afrique-Asie*, Paris, 24 mars 1980.
13. *Le Matin*, 1er juillet 1983.
14. *Le Monde*, 28 août 1983.

La crise de la dictature meurtrière du clan Marcos

DIMANCHE 21 août 1983, l'ancien sénateur Benigno « Ninoy » Aquino est assassiné d'une balle dans la tête, alors même qu'il pose les pieds sur l'aéroport international de Manille, capitale des Philippines. L'assassin présumé est immédiatement abattu par les soldats qui accompagnent Aquino ; il ne parlera pas. Mais la version officielle de ce meurtre spectaculaire — l'acte d'un tueur à gages commandité par un inconnu, peut-être communiste — ne convainc personne, ni dans le pays, ni sur le plan international.

Tout indique en effet que cet assassinat politique n'a pu être organisé que par une fraction du régime en place, voire par le Président Marcos lui-même. L'identité de l'assassin est mise en doute : le tueur à gages abattu, ou l'un des soldats censés protéger l'ancien sénateur ? Les circonstances du meurtre indiquent l'existence de complicités très haut placées. Le comportement des autorités dans les heures et les jours qui suivirent le crime soulève de nouvelles questions troublantes, soulignées avec insistance dans la grande presse internationale. Le climat de suspicion est tel que le Premier ministre, Cesar Virata, doit publiquement reconnaître que « certains éléments au sein du gouvernement » ont peut-être trempé dans l'assassinat (*Far*

Eastern Economic Review, 8 septembre 1983).

Le meurtre de Benigno « Ninoy » Aquino met en lumière l'acuité des conflits politiques en cours aux Philippines. De par les circonstances dans lesquelles il a été commis. De par la personnalité de l'ancien sénateur : principale figure de l'opposition bourgeoise et pro-américaine au régime Marcos. De par la profondeur et l'ampleur de l'émotion populaire qu'il a suscité : des manifestations monstres ont accompagné le transfert du corps de la victime, de Manille à sa ville natale et retour, culminant à l'occasion de l'enterrement. Le 31 août, des centaines de milliers de personnes, plusieurs millions peut-être, ont suivi le cortège mortuaire, mobilisation sans précédent dans le pays, condamnation sans rémission du régime. Et lors de manifestations étudiantes devant le Palais présidentiel, les forces de l'ordre tirent, faisant un mort et de nombreux blessés.

L'article ci-dessous présente une première appréciation de la crise du régime de Marcos et des luttes internes auxquelles elle donne lieu. Il nous faudra donc revenir plus longuement, dans un prochain numéro d'*Imprecor*, sur l'état de la mobilisation et des débats au sein de l'opposition ouvrière et populaire.

Paul PETITJEAN

Après une accalmie, les manifestations de rue ont repris dans la métropole du grand Manille. Les manifestants réclament ouvertement la démission du président Marcos. On peut affirmer que l'assassinat d'Aquino ouvre une étape nouvelle dans la crise du régime Marcos et va influencer en profondeur le cours des luttes politiques et sociales dans le pays. C'est ce qui donne à l'événement son importance nationale et internationale. La situation économique du pays est très mauvaise. Des combats populaires, démocratiques et révolutionnaires sont en cours et gagnent en ampleur. Si l'opposition libérale bourgeoise est mal organisée, la gauche communiste — représentée avant tout par le Parti communiste des Philippines (PCP) — dirige une guérilla qui fait tâche d'huile et anime des mouvements de masse significatifs, dans les centres urbains comme dans les campagnes. Or, cet archipel de 53 millions d'habitants occupe une place très particulière dans la stratégie américaine en Asie.

LES PHILIPPINES : UN PIVOT ESSENTIEL DE LA POLITIQUE IMPÉRIALISTE EN ASIE

Le rôle stratégique des Philippines dans le déploiement des forces américaines en Asie est évident. Deux très grandes bases militaires ont été implantées dans l'île de Luzon (la base aérienne de Clark et la base navale de Subic Bay). Leur importance relative s'est accrue après la perte, par Washington, de ses principa-

les installations continentales en Asie, avec la chute du régime saïgonnais en 1975, et la fermeture des bases thaïlandaises sous la pression des mobilisations populaires et nationalistes de 1976.

Les bases américaines des Philippines — parmi les plus importantes du monde — sont situées au cœur d'une zone stratégique clef. Après l'Indonésie, les Philippines contrôlent les détroits maritimes qui relient l'océan Pacifique à l'océan Indien. Elles font face aux côtes vietnamiennes où la flotte soviétique peut maintenant faire escale. Et l'Asie du Sud-Est est certainement l'une des régions où la confrontation entre révolution et contre-révolution a été la plus aiguë et la plus durable depuis la Seconde guerre mondiale : intervention japonaise en Asie et victoire ultérieure de la révolution chinoise ; guerres nippo-franco-américaines en Indochine de 1940 à 1975 ; développement puis défaite de guérillas communistes à la fin des années 1940 et au début des années 1950 en Malaisie et aux Philippines ; lutte d'indépendance nationale en Indonésie, renforcement puis écrasement sanglant du Parti communiste indonésien (PKI) en 1965-1966 ; montée et crise du mouvement communiste en Thaïlande en 1973-1982... et mûrissement actuel des luttes révolutionnaires aux Philippines même.

Du double point de vue des rapports de forces militaires globaux entre « blocs » et de la capacité d'intervention impérialiste face aux mouvements révolutionnaires régionaux, les bases insulaires des Etats-Unis aux Philippines ont un rôle irremplaçable à jouer. Et ce rôle n'est

plus limité à la seule Asie du Sud-Est. Les bases aéronavales de Clark et de Subic Bay commandent en effet partiellement le déploiement de la flotte et de l'aviation américaines, depuis les côtes coréennes jusqu'au Moyen-Orient. Elles se trouvent au centre du dispositif stratégique mis en place par les Etats-Unis, qui relie les bases du Pacifique-Nord (Corée du Sud, Japon — dont Okinawa —, les Mariannes et Guam) à celles de l'océan Indien (Diego Garcia avant tout). Or, la politique du Pentagone, confrontée à l'ouverture de crises aux deux bouts de ce dispositif (insurrection de Kwangu en Corée du Sud et envoi — lors du raid manqué de Tabas — de commandos US en Iran pour la seule année de 1980), mise sur la possibilité de « balancer » rapidement des forces aéronavales d'un secteur à l'autre.

Dans cette perspective, les installations américaines aux Philippines revêtent une importance qui dépasse de très loin la région elle-même. La place des Philippines dans la politique asiatique des Etats-Unis n'est pas seulement militaire. Ce n'est en effet pas par hasard si c'est dans ce pays que Washington garde ses dernières grandes bases d'Asie du Sud-Est. Pour des raisons historiques, les Philippines sont en effet plus étroitement liées que tout autre pays de la région aux Etats-Unis.

La colonisation espagnole s'est opérée très précocement dans l'archipel, dès le XVII^e siècle (ce n'est généralement qu'au XVII^e et surtout au XIX^e siècles que les autres pays importants de la région sont devenus des colonies directes ou des semi-colonies). Si l'on excepte les sul-

tanats musulmans du sud de l'archipel (fondés dès le XVe siècle), la domination coloniale s'est imposée plus facilement et plus profondément que dans les autres pays d'Asie, du fait de l'arriération relative du développement de l'archipel, qui semble avoir encore été, à l'époque, dans la longue transition vers la formation de sociétés de classe. Dans ces conditions, la résistance à la christianisation fut brisée, l'Eglise catholique espagnole constitua longtemps l'ossature de la colonie, la possession fut commercialement reliée au royaume du Mexique.

A l'occasion de la guerre hispano-américaine dans le Nouveau Monde, et après 350 ans de domination espagnole, Madrid « vend » en 1898 les Philippines aux Américains, qui occupent le pays grâce à l'envoi d'un corps expéditionnaire et au prix de combats sanglants. L'archipel devient ainsi l'une des rares colonies directes des Etats-Unis avec Porto Rico, et de fait la plus grande colonie américaine jusqu'aux lendemains de la Seconde guerre mondiale.

Les Philippines, c'est un peu l'Asie latine. L'histoire de l'archipel présente bien des analogies avec celles des pays latino-américains. C'est le seul pays chrétien d'Asie. Les intérêts économiques américains sont traditionnellement dominants, bien qu'ils soient aujourd'hui efficacement concurrencés par les Japonais. La formation de la conscience nationale a été retardée et durablement modelée par la profondeur de la pénétration coloniale et le poids des mentalités néo-coloniales. Le sentiment d'appartenance à l'Asie a été amoindri, ce qui a contribué à couper partiellement la population des développements politiques régionaux. De tous les gouvernements membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) dont font partie, outre les Philippines, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande, les gouvernements philippins successifs sont certainement les plus directement dépendants de Washington. Plus que pour tout autre pays de la région aussi, les aléas de la vie politique aux Philippines ont une résonance intérieure aux Etats-Unis. C'est certainement l'un des facteurs qui permet de comprendre les raisons de l'assassinat d'Aquino.

Historiquement, politiquement, économiquement et militairement, les Philippines s'affirment donc comme la néo-colonie la plus proche des Etats-Unis en Asie du Sud-Est.

LE RÉGIME MARCOS ET SES CONTRADICTIONS

Ferdinand Marcos, brillant avocat et politicien habile, a été élu président de la République pour la première fois en 1965. Réélu en 1969, il ne pouvait constitutionnellement briguer un troisième mandat. Mais, le 22 septembre 1972, arguant du danger « extrémiste de droite et de gauche », il impose la loi martiale qui sera maintenue 8 ans durant. Le régime Marcos se met alors véritablement en place avec le soutien actif de la Banque mondiale et de Washington.

L'ambition personnelle a certainement joué dans la décision de Marcos de se maintenir à la présidence en imposant la loi martiale, puis en modifiant la Constitution. Le régime est celui des pleins pouvoirs accordés à un seul homme. Mais il y a aussi plus que cela. Sous la loi martiale, d'importantes réformes politiques et économiques sont engagées, toujours sous les auspices de la Banque mondiale. Au début des années 1970, la situation économique du pays est mauvaise (caractérisée par un endettement extérieur considérable) et la situation politique instable. Une vague de radicalisation nationaliste déferle (Marcos avait d'ailleurs dû mener une campagne électorale sur des thèmes nationalistes, quitte à les oublier après avoir été réélu), les divisions s'accroissent au sein des forces bourgeoises (notamment du fait des grossières fraudes électorales et des achats massifs de votes qui avaient accompagné la campagne de Marcos de 1969), les luttes paysannes recommencent, le mouvement étudiant vire à gauche et se retrouve à la tête de larges mobilisations populaires et de manifestations de rue. Une fois établie la loi martiale, le régime prend une série de mesures qui bouleversent le cadre du jeu politique philippin.

Le mouvement de masse est tout d'abord durement réprimé. Il doit reculer pendant plusieurs années. L'appareil d'Etat est par ailleurs unifié et centralisé. Le pouvoir des notables locaux qui dominaient auparavant est réduit, les armées privées dissoutes. Elles sont remplacées par l'armée et la police nationales. Les anciens partis sont marginalisés et Marcos lance, après quelques années, un mouvement politique qui devient omniprésent, le Kilusang Bagong Lipunan (KBL, Mouvement de la nouvelle société).

Sur le plan économique, de grands travaux d'infrastructure sont engagés, de façon à favoriser l'implantation de capitaux étrangers dans l'industrie, les mines, l'agriculture. Des zones franches sont ouvertes, à commencer par celle de Bataan (BEPZ, Bataan Export Processing Zone) à l'entrée de la baie de Manille. De nouveaux règlements « protégeant » les investissements étrangers sont adoptés, et la répression favorise le maintien d'une main-d'œuvre industrielle bon marché. En réponse aux pressions paysannes, dans les zones de riziculture avant tout, une réforme agraire est proclamée et la « révolution verte » se développe (à savoir l'utilisation de semences sélectionnées, l'introduction d'une technologie nouvelle, l'utilisation de capitaux plus importants et l'extension du marché). C'est d'ailleurs aux Philippines que se trouve l'Institut international de recherche agronomique (IRI), qui sélectionne les semences rizicoles et teste les méthodes culturales. Puis, l'agrobusiness prend son essor dans des zones qu'il n'avait pas encore touchées : les plantations de fruits de l'île de Mindanao. La pêche industrielle (dominée par les Japonais) s'ouvre de nouveaux bassins.

Le thème de la loi martiale est celui du développement et de la modernisation autoritaires du pays, prélude officiel

à un retour à la démocratie évidemment renvoyé aux calendes grecques. Le régime demandait à être jugé sur les résultats : ordre, sécurité et économie. Or, sur tous ces plans, le bilan de Marcos est loin d'être favorable, même du point de vue de la bourgeoisie.

Après avoir notablement baissé, à la suite de la dissolution des gangs et des armées privées, le taux de criminalité a rapidement et à nouveau augmenté. Militaires et policiers sont bien souvent à l'origine des racketts et des crimes dénoncés dans la presse. Loin d'avoir brisé le développement de la gauche révolutionnaire, l'imposition de la loi martiale a finalement contribué à la radicalisation de nouveaux secteurs militants dans la jeunesse et l'Eglise. La guérilla communiste est aujourd'hui plus forte que jamais et l'influence de masse du PCP plus large et plus profonde. Le taux de croissance économique du pays a été, ces dix dernières années, le plus bas de tous les pays de l'ASEAN (environ 5%). L'industrialisation des Philippines reste en deçà de celle de la plupart de ses voisins. Par contre, la spirale de l'endettement extérieur n'a pas cessé de s'aggraver. C'est probablement, avec la Corée du Sud, le pays le plus endetté d'Asie orientale (sa dette extérieure se monte à 18 milliards de dollars).

Plus grave, la politique poursuivie par le régime Marcos a fait naître de nouvelles tensions et contradictions, politiques et sociales, non seulement par rapport au mouvement de masse mais aussi dans les milieux bourgeois et dirigeants.

Le régime Marcos n'est pas simplement un régime de pouvoir personnel, c'est la mainmise d'une famille (celle du Président et celle de sa femme Imelda Romualdes) et de leurs proches sur l'appareil d'Etat et nombre de richesses nationales. La vieille oligarchie possédante a été marginalisée sur le plan économique comme sur le plan politique, à l'aide de méthodes particulièrement brutales et d'un chantage permanent à la répression sous l'accusation de subversion. Elle constitue aujourd'hui une vaste opposition bourgeoise au régime qui, si elle n'a pas été capable de constituer un puissant mouvement politique, élargit aux Philippines mêmes le champ d'action des forces contestatrices, alimente un lobby anti-Marcos aux Etats-Unis, et contribue, de fait, à légitimer de façon générale la « subversion ».

Le clan Marcos s'est approprié un certain nombre d'entreprises et de positions de monopole à l'abri de protections politiques dénoncées par la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI) dans leurs documents confidentiels. Or, ces dernières années, la plupart de ces entreprises sont tombées en faillite pour incompétence de gestion, et n'ont été sauvées que grâce à l'intervention de l'Etat. Le ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile, et un homme d'affaires privé, Cojuangco, ont acquis le contrôle de la commercialisation des produits de la noix de coco par l'intermédiaire d'une banque spécialisée (soutenue par l'Etat), d'une

agence gouvernementale contrôlant l'exportation, d'une taxe imposée à tous les producteurs. Or, ce secteur de la noix de coco couvre environ 23% des surfaces cultivées et compte pour 20% environ dans les exportations. Une part très importante de la population totale vit de ce secteur économique. Or, comme les autres secteurs de l'agrobusiness (sucre et fruits notamment), il est essentiellement orienté vers l'exportation et traverse des années de crise et de mévente. On conçoit, dans ces conditions, que l'aggravation des conditions de vie des producteurs (saliés, paysans louant leurs terres, petits et moyens producteurs indépendants) débouche sur des mouvements sociaux qui s'attaquent directement au clan Marcos et à l'Etat.

Par ailleurs, en huit années de loi martiale, l'armée a eu pour la première fois l'occasion de devenir une force essentielle au sein de l'Etat, même si le gouvernement reste ostensiblement civil. Le fait est nouveau dans ce pays qui n'a pas de tradition de régime militaire, comme c'est le cas de la Thaïlande, où l'armée dirige le pays depuis cinquante ans. Il est maintenant clair que l'armée peut postuler à la succession et se présenter comme la seule force d'ordre à même de s'imposer après Marcos. Or, une telle perspective est particulièrement inquiétante pour des secteurs significatifs de la bourgeoisie, qui attendent l'effacement de l'actuel président pour reprendre l'initiative politique. Elle pose aussi des problèmes à la hiérarchie de l'Eglise, dont la puissance pourrait être remise en cause et qui craint qu'un pouvoir militaire direct n'accélère la marche du pays à la guerre civile. Elle ne soulève certainement pas l'enthousiasme dans d'importants secteurs de l'administration américaine et de la Banque mondiale.

Le mauvais état général de l'économie, la radicalisation et l'extension progressives des luttes des masses et de la guérilla, l'opposition persistante de la vieille oligarchie, l'incurie gestionnaire manifestée par les hommes d'affaires du clan Marcos, la formation de dangereux monopoles entre les mains de personnalités du régime, le rôle croissant joué par l'armée... Le tableau est sombre. Et ce, d'autant plus que le régime semble à bout de souffle, incapable de promouvoir une politique novatrice et de surmonter les contradictions suscitées par ses orientations antérieures. Le problème est profond. Il est aujourd'hui aggravé par les rumeurs persistantes qui veulent que la santé du président soit chancelante. Il semble bien, en fait, que la course à la succession soit déjà engagée. Ce qui permettrait de comprendre à la fois le retour de Benigno Aquino — qui se savait pourtant menacé — et le fait qu'il ait été abattu sitôt arrivé.

LA COURSE A LA SUCCESSION ET L'ASSASSINAT D'AQUINO

Comme toute dictature familiale durable, le régime Marcos a créé le vide politique autour de lui et n'a pas préparé la succession. Cela fait plusieurs années que des cris d'alarme sont lancés par les milieux d'affaires internationaux, comme en témoignent des articles de l'*Economist*, de Londres, et de la *Far Eastern Economic Review*, de Hong Kong. Les Philippines de Marcos risquent de subir le sort de l'Iran du Shah ou celui du Nicaragua de Somoza, si rien n'est fait pour préparer une succession constitutionnelle, notent ces divers observateurs.

Les Etats-Unis se retrouvent devant un dilemme difficile à résoudre : soutenir Marcos jusqu'au bout et risquer de som-

brer avec lui, ou changer de cheval au milieu du gué et risquer, ce faisant, d'aggraver brutalement la crise du régime philippin. Sous Jimmy Carter, l'administration américaine avait fondamentalement maintenu son soutien au régime, tout en prenant quelques distances formelles au nom de la « diplomatie des droits de l'homme ». Sous Ronald Reagan, les hésitations (plus ou moins superficielles) ont laissé place à un soutien sans fard. Mais le problème reste, surtout si l'on doit déjà prévoir l'après-Marcos.

Du fait de la pression internationale (et des pressions intérieures, comme celle de la hiérarchie catholique), Marcos a formellement levé la loi martiale en janvier 1981, sauf dans les provinces du sud musulman, où le Front national de libération Moro poursuit un long combat pour le droit à l'autodétermination, combat que Manille n'a jamais réussi à briser. Une assemblée parlementaire a été élue, une nouvelle Constitution élaborée. Mais, au fond, rien n'a changé. Le pouvoir continue à gouverner à l'aide de décrets qui lui permettent de faire ce qu'il veut. La répression s'est intensifiée au lieu de diminuer. L'Assemblée nationale n'a pas d'autorité. Les élections ne convainquent personne. L'Etat reste l'Etat du clan Marcos.

Surtout, à l'intérieur du régime, aucune succession crédible ne semble se dessiner, si ce n'est celle de l'armée, qui suscite de profondes résistances. Une première fraction du régime, représentée par le ministre de la Défense, Enrile, son collègue du « lobby de la noix de coco », Cojuangco, et le ministre des Affaires étrangères, Ramos, semble pour l'instant en perte de vitesse. La fraction des « technocrates », avant tout celle de l'ancien ministre des Finances et actuel Premier ministre, Cesar Virata, doit, quant à elle, sa position au gouvernement aux appuis qu'elle reçoit de la Banque mondiale. Mais elle n'a pas de base politique propre dans le pays. Il reste donc la troisième fraction, qui regroupe le « lobby du sucre », à savoir l'ami de Marcos, Benedicto, la femme du Président, Imelda, et le chef d'état-major, Fabian Ver. Elle représente la continuité, sous la forme d'un haut responsable de l'armée, d'un des hommes d'affaires qui doit le plus sa réussite à ses amitiés politiques bien placées, et d'Imelda, qui contrôle des réseaux de pouvoir (et d'argent) importants, puisqu'elle est gouverneur du Grand Manille, ministre des Etablissements humains, et se trouve à la tête du KKK, organisme qui couvre les zones rurales, une arme efficace pour toute politique de clientélisme. Mais, notamment du fait de ses dépenses somptueuses, Imelda est fort peu appréciée dans les milieux internationaux.

C'est cette dernière fraction qui semble pourtant la mieux placée, aujourd'hui, dans la course à la succession. Mais, la soutenir, c'est effectivement courir le risque d'une aggravation rapide des tensions politiques et sociales. La haute hiérarchie catholique — l'Eglise est encore un Etat dans l'Etat aux Philippines, c'est le seul corps organisé à l'échelle nationale

Manifestation à Manille durant les élections de 1978. (DR)





duquel il joue un rôle dirigeant) et la NPA (Nouvelle armée du peuple, c'est-à-dire la guérilla)(1), est à même d'offrir une perspective et un cadre d'organisation à tous ceux qui sont convaincus que l'assassinat d'Aquino fournit la dernière preuve que, face à une dictature prête à tout, la survie des luttes de masse dépend pour une part de la capacité de résistance du mouvement révolutionnaire. Mais le PCP garde, jusqu'à nouvel ordre, une perspective d'accumulation progressive de forces sociales, politiques et militaires, et ne semble pas prêt à engager prochainement une lutte décisive pour le pouvoir et le renversement direct du régime. Il est probable que, dans un premier temps au moins, le PCP élargisse son implantation en fonction de ces nouvelles possibilités, plutôt que d'engager rapidement des luttes spectaculaires.

Le PCP a conservé un « profil bas » durant les derniers événements. Mais le mouvement étudiant s'est manifesté sous des formes très radicales, et le Front national démocratique a publié, le 22 août, une brève déclaration dans laquelle il condamne l'assassinat d'Aquino. Il signale, dans cette déclaration, avoir proposé au sénateur de se réfugier aux Philippines dans une zone tenue par la NPA. « *Le sénateur Aquino est devenu un martyr de la cause de la démocratie et de la liberté* », note le NDF, mais « *son assassinat signifie la mort de toute tentative — pleine de bonne volonté mais vaine — de réaliser la réconciliation nationale. Il ne peut y avoir de réconciliation nationale avec un régime d'une féroce brutalité. Il ne peut y avoir que l'unité du peuple dans le combat contre l'oppression et l'injustice perpétrées par ce régime.* »

« Ninoy » avait préparé un discours, pour son arrivée aux Philippines, dans lequel il prônait la réconciliation nationale, se réclamait de Gandhi et s'affirmait partisan de la lutte non violente. Le cardinal Sin n'a pas manqué de le rappeler. Mais, pour la jeunesse, pour les militants syndicalistes et les volontaires des multiples organismes sociaux engagés dans un travail quotidien et dangereux de défense des exploités, pour les secteurs de l'Eglise prenant à cœur les intérêts des masses paupérisées, pour le paysan soumis à la répression, pour tous ceux — et ils sont nombreux — dont un ami ou un proche a été enlevé, torturé, abattu par les « forces de l'ordre » et les groupes paramilitaires... pour tous ceux-là, la terrible leçon de choses qu'est l'assassinat d'Aquino aura probablement une portée plus concrète que ce discours que « Ninoy » n'a pas pu lire. La même leçon que celle tirée par le NDF dans son communiqué : il est vain de vouloir la réconciliation avec un tel régime. Il faut savoir le combattre.

Paul PETITJEAN,
15 septembre 1983.

1. Pour l'évolution du PCP dans les années 1970, voir l'analyse de Paul Petitjean, « L'évolution des partis communistes thaï et philippin », *Inprecor* numéros 84 et 85, des 11 et 25 septembre 1980.

qui ait pu résister au laminage du régime Marcos et de la loi martiale, en dehors, évidemment, des mouvements clandestins — ne se fait pas faute de le souligner. Le cardinal Sin, archevêque, a longtemps accordé un soutien (modestement) critique au pouvoir. Depuis quelques temps, il réclame dans des interviews publiques la démission de Marcos et le changement de cap du régime, « pour juguler le risque de guerre civile ». Et aujourd'hui, il refuse de participer à la commission censée enquêter sur l'assassinat d'Aquino. Il craint de devenir l'otage d'une commission contrôlée par les amis de Marcos.

LES LUTTES A VENIR

Benigno « Ninoy » Aquino n'avait plus de force politique cohérente derrière lui. Son ancien parti, le Parti libéral, n'est plus. Le principal regroupement de l'opposition bourgeoise, l'UNIDO (United Democratic Organisation), est une alliance de douze partis, avec pour principal dirigeant le sénateur Salvador Laurel. Mais l'UNIDO n'a jamais fait sérieusement ses preuves. Néanmoins, Aquino pouvait modifier les données de la lutte pour la succession. Il avait une forte personnalité et beaucoup d'ambition. Il l'aurait probablement emporté en 1969 contre Marcos, si les élections n'avaient pas été grossièrement truquées. Après la loi martiale, il est incarcéré pour 7 ans (accusé de meurtre, viol, subversion...) et condamné à mort par une cour militaire, avant d'être autorisé à partir aux Etats-Unis « pour raisons de santé ». Beaucoup plus jeune que Marcos, capable de cristalliser les espoirs en un retour à la démocratie tout en donnant toutes les garanties politiques à Washington, il pouvait offrir une alternative aux fractions intérieures au régime, dans la course à la succession.

Les immenses mobilisations qui ont accompagné la mise en terre du corps d'Aquino illustrent l'isolement profond du pouvoir. La presse locale, largement aux ordres de la présidence, a tout fait pour diminuer l'impact de cet assassinat. La répression menaçait, mais rien n'a pu parvenir à démobiliser des manifestations largement spontanées.

Il reste difficile de prévoir à quels rythmes les luttes peuvent maintenant se développer. Une aggravation de l'état de santé de Marcos peut précipiter les choses. La reprise, à mi-septembre, des manifestations de rue, montre que l'assassinat d'Aquino ne sera pas oublié. La crise du régime est maintenant ouverte. Mais les formations d'opposition ne semblent pas en mesure d'engager immédiatement une lutte directe pour le pouvoir.

L'UNIDO doit bénéficier d'un capital de sympathie ravivé par le meurtre d'une personnalité politique dont elle peut se réclamer. Elle a lancé un appel à la désobéissance civile. Ses députés ont démissionné de l'Assemblée. C'est à l'appel de ses dirigeants que les manifestations ont repris dans le quartier d'affaires Makati. Mais elle n'a ni l'organisation nationale, ni l'orientation, ni les forces militantes engagées sur le terrain qui lui permettent de véritablement capitaliser le mouvement profond qui s'est cristallisé autour de la mort d'Aquino.

Par contre, le PCP, avec le Front national démocratique (NDF, au sein

Le dictateur philippin Marcos. (DR)

qui ait pu résister au laminage du régime Marcos et de la loi martiale, en dehors, évidemment, des mouvements clandestins — ne se fait pas faute de le souligner. Le cardinal Sin, archevêque, a longtemps accordé un soutien (modestement) critique au pouvoir. Depuis quelques temps, il réclame dans des interviews publiques la démission de Marcos et le changement de cap du régime, « pour juguler le risque de guerre civile ». Et aujourd'hui, il refuse de participer à la commission censée enquêter sur l'assassinat d'Aquino. Il craint de devenir l'otage d'une commission contrôlée par les amis de Marcos.

Benigno « Ninoy » Aquino n'avait plus de force politique cohérente derrière lui. Son ancien parti, le Parti libéral, n'est plus. Le principal regroupement de l'opposition bourgeoise, l'UNIDO (United Democratic Organisation), est une alliance de douze partis, avec pour principal dirigeant le sénateur Salvador Laurel. Mais l'UNIDO n'a jamais fait sérieusement ses preuves. Néanmoins, Aquino pouvait modifier les données de la lutte pour la succession. Il avait une forte personnalité et beaucoup d'ambition. Il l'aurait probablement emporté en 1969 contre Marcos, si les élections n'avaient pas été grossièrement truquées. Après la loi martiale, il est incarcéré pour 7 ans (accusé de meurtre, viol, subversion...) et condamné à mort par une cour militaire, avant d'être autorisé à partir aux Etats-Unis « pour raisons de santé ». Beaucoup plus jeune que Marcos, capable de cristalliser les espoirs en un retour à la démocratie tout en donnant toutes les garanties politiques à Washington, il pouvait offrir une alternative aux fractions intérieures au régime, dans la course à la succession.

C'est probablement pour cela qu'il a été abattu avant de pouvoir réellement se placer dans les luttes politiques en vue de l'après-Marcos. S'il a décidé de retourner aux Philippines alors qu'il savait y risquer sa vie, s'il a pu quitter les Etats-Unis alors qu'il était forcé de voyager avec de faux

Tournant à droite du mouvement ouvrier et discrimination contre les militants de gauche

LE 11 août dernier, les principaux quotidiens britanniques faisaient leur « une » sur les treize « taupes rouges » licenciées de l'entreprise de Cowley, dans la banlieue d'Oxford, par la direction de la firme automobile nationalisée British Leyland. Prétendument licenciés pour avoir fourni de fausses références à l'embauche, les treize militants étaient accusés par la presse d'être partie prenante d'un « complot » visant à « mettre la main » sur l'industrie britannique, complot organisé par le journal *Socialist Action*.

Socialist Action est un hebdomadaire, lancé récemment à l'intérieur du Parti travailliste, qui défend et lutte pour des idées socialistes révolutionnaires. Il est soutenu, entre autres, par la *Socialist League*, section britannique de la IVe Internationale.

Brian HERON

Le récent congrès annuel du Congrès des syndicats (TUC), l'unique fédération syndicale comptant dix millions de membres, a été le théâtre d'événements retentissants. Frank Chapple, président du TUC, porte-parole des secteurs de l'aile droite de la bureaucratie la plus orientée vers une politique du type de la période de la guerre froide, est intervenu en faveur de Neil Kinnock, candidat à l'élection au poste de « leader » du Labour Party (Parti travailliste) pour le prochain congrès, qui se tiendra début octobre. La surprise a été grande, dans la presse et dans certains milieux politiques car, jusqu'à présent, Kinnock était considéré comme un candidat de « centre gauche » opposé aux deux candidats de la droite du Parti travailliste, Roy Hattersley et Peter Shore. Le propre syndicat de Chapple, le Syndicat des électriciens et des plombiers (EETPU), refusa de participer à l'élection, car il était en désaccord avec les principes démocratiques sur lesquels celle-ci était organisée (1).

Faisant fi des souhaits du plus gros des syndicats, le Syndicat des transports et des ouvriers non qualifiés (TGWU), qui compte 1 250 000 membres, le TUC a élu un nouveau Conseil général, composé de représentants issus des plus petits syndicats et des grands syndicats traditionnels de l'industrie. Pour la première fois, on y trouve un grand nombre de représentants de syndicats non affiliés au Parti travailliste (2). Le TUC a également refusé, lors de son congrès, le message traditionnel de félicitations des dirigeants du Parti travailliste, et il s'est opposé à sa participation à un meeting, même non officiel, des candidats à la direction du Parti travailliste.

Des figures dirigeantes du TUC — dont Len Murray, son secrétaire général — ont fait une série de déclarations,

avant et pendant le congrès, sur la nécessité d'entamer des négociations avec le gouvernement conservateur sur la législation syndicale que ce dernier propose. Cette position va à l'encontre de la politique adoptée jusque là par le TUC et défendue par la gauche, notamment par Arthur Scargill, président du Syndicat national des mineurs, l'un des plus combatifs de l'aile gauche. Arthur Scargill est opposé à ces négociations et se prononce au contraire pour organiser une lutte en riposte au gouvernement conservateur, dont le mouvement syndical dans l'industrie serait à la base.

Dans le même temps, la politique de contrôle des salaires, baptisée National Economic Assessment (Evaluation de l'économie nationale) a été de nouveau approuvée par le TUC. Un certain nombre de dirigeants du mouvement syndical ont déclaré, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du congrès, qu'ils cessaient de soutenir l'orientation d'opposition à la Communauté économique européenne (CEE).

LE TUC GLISSE A DROITE

Au vu de ces événements, on assiste, pour résumer, à une tentative de modification de la ligne politique du TUC, et ce, sur des points fondamentaux. Pour le

1. Le leader et le chef du groupe parlementaire du Parti travailliste sont élus par un collège électoral : les branches locales et les représentants parlementaires y ont 30 % des voix chacun, les syndicats affiliés 40 %. Seuls les membres du Parlement sont habilités à se présenter comme candidats, et auparavant eux seuls avaient le droit de vote. Le fait que le parti dans son entier participe désormais à ces élections est une des réformes démocratiques défendues et gagnées par la gauche « benniste ».

2. La plupart des syndicats, en particulier les syndicats traditionnels et ceux de l'industrie, sont affiliés au Parti travailliste. Leurs membres payent une « taxe politique », incluse automatiquement dans les cotisations syndicales, à moins de déclarer expressément qu'ils refusent

Dans l'article publié ci-dessous, Brian Heron, militant du Parti travailliste en Ecosse et collaborateur régulier de *Socialist Action*, expose le contexte politique et les mobiles de cette véritable chasse aux sorcières. Il précise aussi comment des secteurs de la Campaign for Nuclear Disarmament (CND, Campagne pour le désarmement nucléaire) et les dirigeants du mouvement travailliste ont emboîté le pas à la bourgeoisie dans sa tentative de faire passer les sympathisants de *Socialist Action* pour des « éléments infiltrés ». Brian Heron évoque également la riposte à ces événements, qui est en train de s'organiser au travers d'une campagne nationale contre la discrimination politique.

TUC, cela signifie avant tout l'abandon des orientations politiques les plus radicales du mouvement ouvrier de la dernière période, à savoir l'opposition tant à l'armement nucléaire indépendant de la Grande-Bretagne qu'aux missiles Cruise, le retrait de la CEE, et le refus de toutes formes de contrôle des salaires.

Une fois ces positions politiques radicales extirpées de l'orientation du TUC, la voie sera ouverte pour mettre en œuvre le second grand objectif, qui est déjà tout à fait perceptible. Il s'agira, pour le TUC, de ne plus œuvrer directement à une victoire électorale du Parti travailliste, et d'ouvrir ainsi la porte aux discussions et aux orientations politiques nécessaires pour commencer à mettre sur pied une coalition entre le Parti travailliste et l'Alliance, qui regroupe le Parti social-démocrate (SDP) et le Parti libéral.

Aux élections générales du 9 juin dernier, l'Alliance n'a obtenu que 700 000 voix de moins que le Parti travailliste (3). Le bilan que les grands secteurs de la bureaucratie syndicale tirent de ce résultat est qu'il devient nécessaire de reconstruire l'opposition aux conservateurs, conformément à ce nouvel équilibre des forces électorales. Il apparaît ainsi nécessaire de commencer à écarter les obstacles politiques qui pourraient

de la payer. Les syndicats versent alors au Parti travailliste la cotisation d'affiliation correspondant au nombre de membres ayant payé et sont habilités à exercer le principe du « vote bloqué » au congrès du Parti travailliste. Près de six millions de syndicalistes sont affiliés de cette manière au Parti travailliste. Un des points de la nouvelle législation proposée par les conservateurs est d'obliger les syndicats à revoter tous les cinq ans leur affiliation au Parti travailliste et à différencier la cotisation politique de la cotisation syndicale.

3. Pour l'analyse de l'enjeu de ces élections et de leur résultat, se référer respectivement à *Inprecor* numéro 152, du 6 juin 1983, et numéro 154, du 4 juillet 1983.



Halte à la chasse aux sorcières. (DR)

s'opposer à cette éventuelle coalition. Il apparaît donc clairement que les rapports de forces politiques au sein du mouvement ouvrier ont très nettement glissé en faveur de la droite.

Ceci confirme les analyses que nous avons faites de la victoire de Margaret Thatcher. Nous avons alors affirmé que cette victoire pouvait, serait et devait être considérée comme une défaite politique majeure pour le mouvement ouvrier. Nous avons également pronostiqué que cela pousserait diverses tendances, qui se profilaient déjà en son sein, à aller de l'avant, que cela leur donnerait un élan supplémentaire et créerait les conditions favorables à une offensive d'envergure contre la minorité qui désirait toujours lutter pour défendre l'indépendance du mouvement ouvrier et l'indépendance politique que signifie l'existence même du Parti travailliste. La porte est ouverte pour une offensive d'envergure contre cette minorité : telle est l'atmosphère politique à laquelle nous sommes désormais confrontés au sein du mouvement ouvrier britannique.

Ces tendances étaient déjà nettement sensibles avant les élections du printemps

dernier. Avant tout, on vit alors Tony Benn, le dirigeant le plus connu de l'aile gauche du Parti travailliste, décider de taire son opposition à la droite du Parti travailliste, sous prétexte d'une nécessaire unité du parti au cours de la période électorale. Cette prétendue unité fut brisée par l'aile droite qui, durant les élections, conserva le contrôle et gardait l'initiative. On vit également Frank Chapple soutenir un candidat du SDP à Islington, une importante circonscription de la ville de Londres où le parti, au niveau local, avait une politique et des candidats partisans de l'aile gauche.

LA VICTOIRE DE THATCHER OUVRE LA VOIE A UNE OFFENSIVE DE L'AILE DROITE

L'élection de Margaret Thatcher a donné une impulsion fantastique aux tendances droitières au sein du Parti travailliste. La division et la démoralisation considérables qui règnent au sein de la gauche du Parti apparaissent comme le résultat de cette atmosphère et de l'offensive politique menée par l'aile droite. Nous avons déjà vu que Kinnock, perçu par le Parti travailliste et par la presse comme un candidat de « gauche », est aujourd'hui considéré comme le meilleur candidat pour mener la chasse aux sorcières contre les militants socialistes révolutionnaires, ce à quoi il s'est déjà employé. Il a également rejeté la politique d'opposition à la CEE, et il est clair qu'il a l'intention d'aller encore plus loin, une fois à la direction du Parti travailliste.

Mais la gangrène a gagné encore plus profondément le Parti travailliste. Michael Meacher, candidat au poste de chef du groupe parlementaire du Parti, considéré comme le candidat des partisans de Tony Benn, s'est par exemple déclaré opposé à la poursuite de la chasse aux sorcières, sans pour autant se prononcer en faveur de la réintégration des cinq membres du comité de rédaction du *Militant* qui ont été exclus du Parti (4), ce qui, pour le moins, est loin d'être une position cohérente ou combative. Il a également expliqué qu'il était désormais favorable à un référendum sur la question du désarmement unilatéral plutôt que d'en faire un axe de la politique du Parti travailliste, soumettant ainsi l'issue de la question à l'influence des médias bourgeois, etc.

Ce tournant à droite, de même que l'offensive politique qui vient d'être lancée pour préparer les conditions à la mise en œuvre d'une politique de coalition, ont eu un impact sérieux sur la gauche, comme nous l'avons vu avec l'évolution du courant regroupé autour de Tony Benn. La chasse aux sorcières devient donc de plus en plus indispensable, particulièrement au sein du Parti travailliste, pour préparer le terrain à une telle orientation.

LA CHASSE AUX SORCIERES CONTRE LA GAUCHE

Il est possible, pour le TUC, d'opérer ce tournant droitier sur les questions d'orientation politique et sur la question de

la direction du Parti travailliste sans avoir à mener une purge d'envergure. Il peut le faire en isolant certains syndicats lorsqu'il est confronté à des oppositions de gauche qui existent incontestablement, se développent et veulent défendre les orientations politiques radicales du mouvement ouvrier, la démocratie syndicale et une direction de gauche à la tête du Parti travailliste.

Mais au sein du Parti travailliste lui-même, ce tournant devra être opéré avec une préparation plus prudente et une souplesse tactique bien plus grande que cela n'a été le cas dans le TUC. Au niveau des branches et des sections locales, 80 % des membres du Parti travailliste pourraient être considérés comme soutenant la gauche et défendant son actuelle orientation de gauche et voteraient, le cas échéant, pour les candidats partisans de Tony Benn à la direction du parti. Et ce n'est pas la persuasion politique ou les arguments utilisés par la droite du parti qui pourront, à eux seuls, modifier fondamentalement le rapport des forces. La droite travailliste se prépare donc politiquement à une véritable purge dans le parti, afin de pouvoir ensuite faire pencher la balance dans le sens où elle le désire. Dès lors, la chasse aux sorcières n'est pas destinée à disparaître ou à devenir une simple petite particularité de la situation politique au sein du mouvement ouvrier. Au contraire, elle semble être l'une des principales questions à l'ordre du jour, particulièrement au sein du Parti travailliste, et ce, dans la période qui vient, à court terme.

Le second point essentiel qu'il faut comprendre, est que toutes les victoires de la droite — comme le succès de Thatcher aux élections générales de juin dernier — sont toujours accompagnées d'une purge systématique, ou tout du moins d'une tentative de purge, des militants ouvriers dans les entreprises. Nous avons été témoins d'expériences similaires dans le passé, par exemple en Grande-Bretagne à la suite de la grève générale de 1926. Au niveau international, les exemples ne manquent pas non plus. De ce point de vue, l'attaque contre les partisans de *Socialist Action* à l'usine automobile de British Leyland, à Cowley, n'est que le signal de départ d'une politique plus vaste, dont le but est de chasser les militants et leurs dirigeants des entreprises.

La victoire de Thatcher a été, pour une large part, due à une division de l'électorat anticonservateur, résultat de la manigance qui a vu naître un nouveau parti bourgeois, le Parti social-démocrate (SDP). Thatcher n'a néanmoins pas réussi à gagner une véritable majorité populaire. Cette faiblesse fondamentale signifie que l'Etat et le patronat doivent se mobiliser au maximum pour résoudre le problème de direction auquel la bourgeoisie doit faire face et s'attaquer directement à la question du rapport des forces dans les entreprises et ailleurs. Ce problème, à lui

4. Sur l'offensive contre la tendance regroupée autour de *Militant*, voir *Inprecor* numéro 146, du 28 mars 1983.

seul, rend très vraisemblable la mise en œuvre d'une offensive de discrimination politique au sein des entreprises dans la période à venir.

La question qui se pose pour l'instant est de savoir pourquoi la chasse aux sorcières, qui a débuté dans l'industrie, a commencé par frapper les partisans de *Socialist Action*.

Il y a deux raisons fondamentales à cela. Dans une certaine mesure, se trouve avant tout la compréhension par la bourgeoisie du fait qu'il est nécessaire de s'attaquer d'abord au maillon le plus faible. L'apparition de *Socialist Action*, qu'il s'agisse du journal ou du courant organisé dans la gauche « benniste » au sein des syndicats et du Parti travailliste, est un fait relativement récent. La bourgeoisie a donc très bien compris qu'en frappant la gauche à son point faible, il était plus facile de pouvoir obtenir une victoire et de semer la confusion au sein de la gauche « benniste » dans son ensemble. La bourgeoisie a visiblement fait un bilan attentif de la chasse aux sorcières opérée contre la tendance regroupée autour du *Militant* dans le Parti travailliste. Elle a compris qu'une telle offensive, qui provoqua des réponses différenciées, pouvait semer la division au sein de la gauche. Elle a cherché à provoquer quelque chose de similaire parmi les syndicalistes de l'aile gauche.

L'ATTAQUE CONTRE LES PARTISANS DE « SOCIALIST ACTION »

Il faut également noter qu'il y a un aspect de cette offensive bourgeoise qui est directement lié à l'importance et à la signification de *Socialist Action* en tant que tel. Il s'agit d'un courant au sein de la gauche « benniste » qui comprend l'importance de la relation entre la lutte dans les syndicats — la formation d'un regroupement oppositionnel de gauche large qui s'oriente peu à peu vers la lutte au sein du Parti travailliste — et la nécessité de s'organiser au sein du Parti travailliste lui-même, et qui agit en conséquence. La bourgeoisie a également très bien compris que les partisans de *Socialist Action* ne forment pas un courant sectaire, au contraire de ceux qui sont regroupés autour du *Militant*, mais sont capables de mener des actions unitaires et larges. Ils apparaissent dès lors comme plus dangereux du point de vue de leur capacité à organiser l'aile gauche dans les syndicats et dans le Parti travailliste. C'est pour ces raisons qu'ils ont été la cible d'une campagne de discrimination politique d'envergure au cours du dernier mois, les treize premiers licenciements ayant été suivis de trois autres à Cowley.

Au cours de telles offensives bourgeoises, il est courant de voir remonter à la surface et apparaître dans la grande presse toutes sortes d'idées et d'arguments ultra-réactionnaires. Les pires d'entre eux se sont concentrés sur les femmes. Six jeunes femmes se trouvaient en effet parmi les personnes licenciées, et la presse a insisté à plaisir sur le rôle « perfide » des femmes dans ce prétendu complot destiné à s'emparer du pouvoir à British

Leyland. Il s'agissait aussi, par là, de créer une atmosphère qui conduise à considérer la présence des femmes dans les entreprises et dans les syndicats comme illégitime.

Comme il fallait s'y attendre, l'attaque patronale contre les partisans de *Socialist Action* à British Leyland a été rapidement utilisée par la direction du mouvement de masse opposé aux missiles nucléaires, la CND, puis par la direction du Parti travailliste.

LA DIRECTION DE LA CND S'APPRETE A REVENIR SUR SA POSITION UNILATÉRALISTE

Très peu de temps après les treize licenciements à Cowley, des dirigeants de la CND, dont Joan Ruddock, sa présidente, et Bruce Kent, son secrétaire, ont fait paraître dans la presse des déclarations dans lesquelles ils critiquaient le rôle des partisans de *Socialist Action* et du journal des jeunes, *Revolution*, les accusant d'avoir « infiltré » et « noyauté » la CND-travailliste, c'est-à-dire la branche de la CND qui milite dans le Parti travailliste et représente un courant de gauche important dans le mouvement de masse, et la CND-jeunesse, la composante du mouvement qui connaît à l'heure actuelle la croissance la plus rapide et au sein de laquelle les partisans de *Revolution* exercent une influence considérable en raison des efforts qu'ils ont déployé pour construire cette branche.

La direction de la CND a lancé cette attaque parce qu'elle est en train de préparer un important recul par rapport à sa prise de position sans ambiguïté en faveur du désarmement unilatéral de la Grande-Bretagne. Dans le contexte créé par les résultats des élections législatives de juin dernier et la montée du SDP, elle cherche, tout comme certains secteurs de la direction du mouvement travailliste, à se donner un profil politique qui lui permette de se lier à l'Alliance et de se situer dans la perspective d'une coalition entre le Parti travailliste et les partis bourgeois, SDP et Parti libéral.

C'est pourquoi la direction de la CND a engagé une bataille politique d'envergure pour faire du gel nucléaire, c'est-à-dire du refus de toute nouvelle arme nucléaire en Grande-Bretagne au-delà de celles qui y sont déjà, la revendication centrale de la CND. Or, sans exagération aucune, les principales forces qui font obstacle à cette évolution se trouvent dans la CND-travailliste et la CND-jeunesse, et parmi les partisans de *Socialist Action* et de *Revolution* dans les comités locaux du mouvement. C'est aussi pour cela que l'offensive des employeurs de l'usine de Cowley est apparue comme une occasion rêvée pour saper et réduire le rôle politique des partisans de *Socialist Action* et de *Revolution* dans le principal mouvement de masse qui existe en Grande-Bretagne aujourd'hui.

Le troisième aspect des conséquences immédiates des événements de Cowley a été la propagande menée par certains organes de la presse bourgeoise sur le thème de la dénonciation d'un « complot » our-

di par un millier de « taupes » contre le Parti travailliste. « *Un nouveau "problème Trotsky" dans le Parti travailliste !* », « *Mille taupes découvertes au sein du Parti travailliste !* », tels étaient les gros titres que l'on pouvait trouver dans les journaux britanniques du mois d'août dernier. Les commentaires de la presse n'étaient pas dépourvus d'intérêt. Ils faisaient notamment une claire distinction entre les partisans de *Socialist Action* et ceux du *Militant*, caractérisant *Socialist Action* comme un courant capable d'une politique de large unité non sectaire et faisant preuve d'une plus grande intelligence du point de vue tactique.

LA CHASSE AUX SORCIÈRES DANS LE PARTI TRAVAILLISTE : UNE NOUVELLE ÉTAPE

Le secrétaire général du Parti travailliste, Jim Mortimer, a balayé toutes ces histoires en expliquant qu'il y avait là une exagération plus que démesurée. Mais il est clair que la raison principale de cette réaction réside dans le fait que la bureaucratie travailliste a appris quelque chose de la bataille qu'elle mène depuis un an contre le *Militant*. Dans bien des circonstances, il arrive que de tels agissements contribuent, lorsqu'ils font l'objet d'un débat public et d'une campagne de presse, à faire naître un mouvement de soutien aux personnes attaquées. C'est pourquoi, bien qu'ils n'aient en aucun cas abandonné leurs plans de répression contre certains courants de la gauche travailliste et qu'ils les intensifient même, les dirigeants travaillistes veulent mener cette offensive en silence, sans que la presse ne s'en mêle.

Pendant plusieurs jours, les partisans de *Socialist Action* ont été l'objet d'une attaque d'ampleur dans les médias ainsi que dans le mouvement syndical et le mouvement de masse, qui tentait de les présenter comme un courant sans aucune légitimité, tant dans ces mouvements qu'au sein de l'aile gauche. Dans de telles circonstances, il est apparu presque impossible de trouver des alliés immédiats pour y riposter. Pendant plusieurs jours, les partisans de *Socialist Action* sont restés seuls pour tenter de se défendre, exception faite du soutien que leur ont apporté certains dirigeants de base, des délégués d'ateliers, dans l'entreprise de Cowley. La perspective de lancement d'une campagne nationale en défense de ces militants était alors plus que limitée. Dès lors, il était nécessaire pour *Socialist Action* d'élaborer une politique de défense qui lui permette de briser cette complicité du silence, ce mur du silence.

La première brèche est venue d'une déclaration d'un membre travailliste du Parlement, Eric Heffer, qui s'est toujours opposé au « maccarthysme » (5) et à

5. Sénateur républicain des USA dans les années 1950, McCarthy est resté célèbre par la chasse aux sorcières qu'il mena durant la période de la « guerre froide » de l'après-guerre contre des personnalités politiques et des intellectuels soupçonnés de sympathies communistes.

toute forme de chasse aux sorcières. Dans la lutte pour la direction du Parti travailliste, il est l'un des candidats les plus liés au courant « benniste », bien qu'il y ait entre eux des différences.

Le soutien apporté par Heffer montrait qu'un certain nombre de personnes comprenait désormais que les événements de Cowley faisaient partie d'une attaque plus générale contre l'ensemble des partisans de *Socialist Action* et contre la gauche en tant que telle, et il fut dès lors possible d'aller plus avant pour organiser une campagne de défense. *Socialist Action* a considéré que la campagne devait démarrer à partir des cas de discrimination politique à Cowley, en dépit du fait qu'à court terme, l'objectif de la chasse aux sorcières deviendrait de tout évidence l'écrasement du courant regroupé autour de *Socialist Action*, sans qu'il puisse y avoir de débat ou de lutte au sein du Parti travailliste. Le problème posé à Cowley relève d'un droit bourgeois et démocratique de base : le droit au travail, sans considération des convictions politiques.

C'est donc sur cette base que *Socialist Action* a lancé une campagne dont le but est de faire naître une mobilisation au sein du mouvement ouvrier pour défendre les droits des partisans de *Socialist Action*, mais qui a commencé par rassembler les forces prêtes à agir au niveau national en défense de ce droit démocratique si rapidement piétiné par la direction de l'usine de Cowley.

Cette campagne nationale en préparation est menée par Alex Lyon, ancien ministre travailliste, candidat à la présidence du Conseil national pour les libertés civiles ; elle est soutenue par des universitaires bourgeois et d'autres personnalités. Elle vise à mettre sur pied un comité contre la discrimination politique, la pratique des listes noires, etc., et affirme, comme point de départ, que les événements de Cowley relèvent de ces pratiques.

LA CAMPAGNE NATIONALE POUR LES DROITS DÉMOCRATIQUES

Le projet de déclaration publié en encart ci-après, qui doit constituer la base de cette campagne, a recueilli pour premières signatures non seulement celles d'Alex Lyon, mais également celles de plusieurs universitaires de renom. Cette déclaration constitue un document de base pour les résolutions des branches syndicales, des sections du Parti travailliste, pour les comités de soutien et toutes les activités en défense des droits démocratiques, contre la discrimination politique au travail.

A travers cette campagne, les partisans de *Socialist Action* espèrent prendre les dirigeants de sections du Parti travailliste entre deux feux : d'une part, la lutte que signifie cette campagne en défense des droits démocratiques et, d'autre part, les pratiques qui ont été celles des patrons à Cowley. Ils espèrent ainsi opérer des brèches au sein de la direction travailliste sur le problème de la défense des droits des partisans de *Socia-*

Projet de déclaration contre la discrimination politique

Le projet de déclaration publié ci-dessous constitue un document de base pour l'organisation d'un comité de campagne nationale en défense des droits démocratiques, contre la discrimination politique au travail.

« Nous sommes profondément inquiétés par les récents licenciements pour leurs opinions politiques de travailleurs à l'usine British Leyland de Cowley, licenciements qui mettent en lumière la discrimination dont sont victimes les travailleurs considérés comme progressistes ou socialistes. A notre sens, un employeur n'est pas habilité à censurer des idées ou à pénaliser une activité syndicale normale. »

« La façon dont la presse a traité des événements de Cowley est profondément alarmante : elle a déclaré des gens coupables, sans qu'aucune preuve n'en soit donnée. Jusqu'à présent, peu de voix critiques se sont élevées. Il s'agit là d'une nouvelle tendance maccarthyste visant à condamner des individus en groupe, et si l'on prend en considération l'activité d'organisations telles que la Ligue économique, il faudrait que cette tendance soit renversée. Nous vous invitons à exprimer votre soutien, qui serait le bienvenu, en formant un comité pour combattre cette tendance et en apportant un soutien à ceux et à celles qui sont victimes de discrimination au travail en raison de leurs convictions politiques. »

Cette déclaration a obtenu, en Grande-Bretagne, le soutien des personnalités suivantes :

Universitaires : Steven Rose, Stuart Hall, John Saville, Antony Arblaster.

Députés travaillistes : Eric Heffer, Jo Richardson, Martin Flannery, Tony Banks, Jeremy Corbyn, Harriet Harman, Denis Canavan, Ron Brown.

Dirigeants syndicaux : Alex Kitson (secrétaire général adjoint du Syndicat des transports et des ouvriers non qualifiés), Geoffrey Drain (secrétaire général de l'Association nationale des fonctionnaires municipaux), Jim Slater (secrétaire général du Syndicat national des marins), Terry Marsland (secrétaire général du Syndicat des travailleurs du tabac), Alan Sapper (secrétaire général de l'Association des techniciens du cinéma et de la télévision), Jimmy Knapp (secrétaire général du Syndicat national des cheminots). ■

list Action et créer de cette manière le meilleur cadre possible pour résister aux conséquences inévitables d'une offensive discriminatoire contre les opinions et les activités des partisans de *Socialist Action* au sein du Parti travailliste.

La campagne a pour l'instant élaboré un dossier sur les activités de la Ligue économique, organisation patronale de la bourgeoisie britannique, dont la fonction est de fournir aux employeurs des informations systématiques sur les activités des militants socialistes ou des partisans de l'aile gauche dans les entreprises et les syndicats. Ce dossier contient également le projet de déclaration et d'autres documents. Pour l'instant, il a été distribué à chaque délégation présente au congrès du TUC, au cours duquel la déclaration a reçu le soutien d'un certain nombre de dirigeants syndicaux, dont celui de Jimmy Knapp, secrétaire général du Syndicat national des cheminots, et d'Alan Sapper, du Syndicat des techniciens du cinéma. Ce dossier circulera largement à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement syndical et devra déboucher sur un meeting dont le but est de construire rapidement un comité de campagne. Celui-ci

recherchera des témoignages de travailleurs ayant été l'objet de telles discriminations politiques, ainsi que les cas et pratiques de questionnaires politiques à l'embauche, de listes noires dans les entreprises britanniques.

Dans ce contexte, les partisans de *Socialist Action* recherchent, pour leur campagne, le soutien international le plus large. Ce soutien peut revêtir différentes formes, mais il devrait s'exprimer en tout premier lieu par l'adoption de déclarations similaires à celle publiée ci-contre et émanant d'universitaires renommés, de personnalités politiques et syndicales, de personnes connues pour avoir défendu les libertés civiles et les droits démocratiques (6). Un tel engagement pourra servir les luttes contre la discrimination politique dans ces pays tout en étant d'une aide extrêmement efficace pour la campagne en cours en Grande-Bretagne. ■

Brian HERON,
Londres, 12 septembre 1983.

6. Les messages de solidarité doivent être envoyés à l'adresse suivante : M. Alex Lyon, 23, Larkhill Rise, London SW 4, Grande-Bretagne.

Une longue tradition d'opposition syndicale

Entretien avec Goete Kilden,
militant trotskyste et responsable syndical à l'usine Volvo de Göteborg

DÉPUIS plus de dix ans, l'usine Volvo de Göteborg, la plus importante de toute la Scandinavie (13 000 travailleurs), est le théâtre d'une lutte intense entre la direction social-démocrate de la section syndicale du Metallindustriarbetarförbundet (syndicat des métallurgistes de l'entreprise) et une opposition syndicale dans laquelle les militants du Socialistiska Partiet (SP, Parti socialiste, section suédoise de la IV^e Internationale) jouent un rôle capital.

L'entreprise Volvo est l'un des nerfs de l'économie suédoise et son usine de Göteborg sert donc de phare au mouvement syndical dans son ensemble. La section locale du Parti social-démocrate suédois a tout fait pour isoler l'opposition syndicale et les forces révolutionnaires qui l'animent. Cependant, celle-ci a réussi une nouvelle percée lors des dernières élections syndicales. Ces résultats ont été obtenus dans un nouveau contexte politique, alors que les sociaux-démocrates, dans l'opposition depuis six ans, revenaient à la tête du gouvernement après les élections législatives de septembre 1982. Ils se trouvaient ainsi confrontés à la nécessité de défendre, dans les usines, les mesures d'austérité adoptées par Olof Palme dès son retour au gouvernement (1).

Lors des récentes élections syndicales à la direction de la section syndicale de l'entreprise, auxquelles ont participé 45 % des travailleurs de 23 ateliers différents (la majorité des travailleurs de l'usine est syndiquée) l'opposition, qui présentait comme candidat le camarade Goete Kilden, président de la section syndicale d'un des gros ateliers de l'usine et militant du SP, a obtenu 35 % des voix, contre 65 % pour le candidat social-démocrate. Ce résultat a varié suivant les ateliers, et dans deux d'entre eux, dont celui de la section des camions où il travaille,

Goete Kilden a obtenu la majorité des voix. Pour tenter de minimiser ses résultats, les bureaucrates syndicaux des métallos avaient pourtant contraint notre camarade à se présenter sous l'étiquette d'un parti politique, en tant que candidat du SP et non pas de l'opposition syndicale. Mais cette manœuvre fut vaine.

Dans d'autres élections de délégués d'atelier, au début 1983, Goete Kilden avait déjà été élu président de la section des travailleurs de la plus importante des chaînes de montage de camions, avec 70 % des votes. Jusque-là, l'opposition ne détenait de postes de responsabilité syndicale que dans l'atelier des chaînes de montage de camions. Lors des élections de début 1983, elle a réussi à obtenir deux nouveaux postes de responsables à la direction d'un autre atelier, tandis que dans les deux autres ateliers où elle présentait deux candidats, elle obtenait 35 % des voix. Ces scores électoraux ne donnent pourtant qu'une vision encore limitée de l'influence de l'opposition syndicale, étant donné que de nombreux délégués d'atelier peuvent soutenir son action sans pour autant accepter de se présenter sous son étiquette lors des échéances électorales.

Sur l'ensemble des 600 délégués syndicaux élus de l'usine de Göteborg, entre 75 et 100 élus sont prêts à accorder leur soutien actif à l'opposition syndicale. De plus, les batailles de défense des revendications et de la démocratie syndicale menées par l'opposition syndicale lui ont aussi donné un écho important parmi les travailleurs de la base.

C'est sur les différents aspects de cette riche expérience syndicale et politique que nous avons interrogé Goete Kilden, responsable syndical à l'usine Volvo de Göteborg et dirigeant de la section suédoise de la IV^e Internationale. ■

« INPRECOR » : — Quel impact a eu le travail syndical mené dans l'usine Volvo à l'extérieur de l'entreprise ?

Goete KILDEN : — Les longues années de travail et les résultats obtenus ont fait de l'opposition syndicale dans l'usine Volvo un facteur de la vie politique non seulement à Göteborg, mais également au niveau national. Göteborg est la ville industrielle la plus importante de Suède et Volvo est présent partout, le long des quais, sur les chantiers navals et dans de nombreuses autres entreprises. Tous ceux et toutes celles qui militent activement dans les syndicats ou qui sont intéressés par la vie des syndicats connaissent l'opposition. Au cours de l'année écoulée les journaux ont publié, surtout en rapport avec les dernières élections syndicales, nombre d'articles sur l'opposition. On en a également parlé à la radio locale. L'opposition est donc inévitablement devenue l'un des sujets à l'ordre du jour dans les écoles de formation syndicale.

— Comment les conditions de votre intervention syndicale se sont-elles modifiées au cours de ces derniers mois ?

— L'opposition a en quelque sorte pris sa revanche lors des élections de 1983. Quand la coalition bourgeoise était au pouvoir, tout particulièrement vers la fin de son mandat, elle menait une politique de plus en plus anti-ouvrière. Mais avec le parti social-démocrate dans l'opposition, la direction syndicale qui lui est liée disposait d'une importante marge de manœuvre. L'opposition syndicale s'est donc trouvée d'une certaine manière mise à l'écart. L'abolition des assemblées générales au profit d'assemblées de délégués syndicaux nommés nous a porté un coup sérieux en réduisant la démocratie dans le syndicat. Pour l'opposition syndicale, cela signifiait que nous étions privés des moyens que nous avions à notre disposition auparavant et grâce auxquels nous pouvions nous réunir entre délégués de différents ateliers pour préparer les déclarations communes, les interventions et, plus généralement, nos propositions d'orientation du travail syndical.

La nature de l'opposition s'est également modifiée à la suite du déclin de diverses organisations politiques autrefois actives. Les groupes maoïstes et centristes

nés de la radicalisation des années 1960 et 1970 ont simplement jeté l'éponge. L'organisation Förbundet Kommunist (Ligue communiste) s'est dissoute, tandis que le Sveriges Kommunistiska Parti (SKP, Parti communiste de Suède, maoïste) autrefois si puissant, n'est plus que l'ombre de lui-même. Depuis maintenant plusieurs années, il n'a plus aucune influence dans notre syndicat.

Nous sommes revenus à l'avant-scène lors des dernières élections syndicales. Cela reflète une modification conséquente de la situation et l'apparition des premières marques de défiance envers la politique suivie par le nouveau gouvernement social-démocrate. En fait, le Parti social-démocrate n'a pas hésité à adopter une série de mesures anti-ouvrières : dévaluation de 16 % de la couronne suédoise, augmentation des impôts indirects, ainsi qu'établissement d'un contrôle des salaires déguisé. De plus, les sociaux-démocrates ont obtenu des syndicats qu'ils baissent leurs revendications salariales.

— Dans une telle situation, quelles

1. Cf. *Inprecors* spécial économique numéro 151, du 30 mai 1983.



Délégation de travailleurs de l'usine Volvo. (DR)

sont les questions politiques et syndicales qui ont été au centre des discussions, lors des élections syndicales de cette année ?

— Depuis 1976, dernière « année faste » pour le niveau de vie des travailleurs suédois, le pouvoir d'achat moyen d'un travailleur de Volvo a baissé d'environ 12 %, alors que dans le contexte d'une crise généralisée de l'industrie automobile, Volvo a gagné de nouveaux marchés lui garantissant des profits sans précédent. Au cours des élections syndicales locales, nous avons fait remarquer que les bénéfices prévus pour l'année 1983, environ 4 milliards de couronnes (1 couronne vaut environ 1 franc français) représentaient l'équivalent de 70 000 couronnes pour chaque employé de l'usine dans le pays. La revendication salariale avancée par le syndicat se montait à environ 3 000 couronnes pour une année.

Les élections à la section syndicale locale ont conduit à la confrontation de deux lignes pour les négociations locales qui devaient débiter en mars ou en avril 1983. Nous avons demandé que la section se batte pour une augmentation locale des salaires de 3 couronnes par heure. Cette campagne a donné de bons résultats. La direction de la section syndicale a été forcée de débattre de la question du niveau de vie des travailleurs, ce qui a remis en cause sa propre existence. Elle a finalement été obligée de reprendre nos revendications.

Bien entendu, nous avons mené de durs combats sur d'autres fronts, et principalement sur la question de la démocratie. Nous avons demandé à avoir des rapports réguliers sur l'état des négociations sur les contrats de salaires, le droit de vote sur les contrats avant qu'ils ne soient signés (ce qui n'est pas le cas actuellement), et que se tiennent des assemblées générales au lieu de réunions de délégués, etc. Nous avons également attaqué la direction syndicale sur la manière dont elle utilise son mandat, comme par exemple, dans le cas de voyages au Portugal offerts par l'usine aux membres de la direction syndicale de l'entreprise. Pour les bureaucrates, cela

revenait à accepter des pots-de-vin des patrons.

Aux élections à la direction de la section de l'entreprise, une série de questions spécifiques, comme la réorganisation de la production et la façon dont les travailleurs étaient mutés dans d'autres ateliers, ont été débattues par les délégués syndicaux.

— Nombre de dirigeants de l'opposition syndicale sont membres d'organisations politiques, souvent de notre parti, le Parti socialiste. Quel impact cela a-t-il eu sur la campagne pour les élections à la direction de la section locale ? Et quel est le rapport entre les questions syndicales et les questions politiques au sens plus large ?

— Le fait même que je me sois présenté deux fois comme le porte-parole de l'opposition syndicale et comme membre du Parti socialiste a signifié que j'ai dû aborder tout un ensemble de questions liées les unes aux autres, comme je l'ai fait lors d'interviews données à la presse et à la radio. Tout le monde sait que le Parti socialiste soutient activement l'opposition syndicale et qu'un certain nombre de ses dirigeants sont membres du Parti socialiste. Mais tout le monde sait aussi que l'opposition est un courant large, ouvert à tous ceux et à toutes celles qui sont prêts à se battre sur les questions de la lutte des classes et de la transformation du syndicat en une organisation démocratique et combative, c'est-à-dire les socialistes, les travailleurs qui ont voté pour les sociaux-démocrates mais qui critiquent leur politique, ainsi que des travailleurs indépendants.

Le quotidien le plus important de la région, le *Göteborg Post*, lu par la majeure partie des travailleurs de Volvo, a publié une interview de presque une page qu'un dirigeant social-démocrate et moi-même avons donnée sur le thème : « Deux lignes pour les syndicalistes ». Cela nous a permis d'avancer des réponses plus élaborées, comme la nationalisation des banques et la socialisation des grosses compagnies. Ce à quoi la social-démocratie a répondu par une campagne défensive,

voulant à tout prix éviter la discussion autour du pouvoir d'achat et de l'austérité, mais en vain. Ils ont mis l'accent, dans leur intervention, sur la longue expérience du parti social-démocrate et sur ses longues années passées à la direction de l'Etat. De plus, ils n'ont pas manqué, bien sûr, de jouer la carte de l'anti-communisme primaire, parlant du peu de confiance qu'il fallait avoir envers nous et envers les autres petits groupes.

— Peux-tu décrire de façon plus détaillée la relation entre le travail de l'opposition syndicale et celui du Parti socialiste à Volvo ?

— L'opposition syndicale n'a jamais été une organisation. Elle n'a jamais eu de statut ou de direction élue, comme cela est de coutume pour les partis politiques. Nous avons toujours parlé de l'opposition comme d'un courant. Son activité a toujours largement dépendu des responsabilités syndicales que nous détenions. C'est grâce à ces positions dans l'appareil syndical que nous avons pu prendre un certain nombre d'initiatives concrètes, reprises par les travailleurs ensuite dans plusieurs ateliers lorsque se posaient des problèmes, et ce, indépendamment des appartenances politiques. Cela signifie donc que l'impact de l'opposition a connu des hauts et des bas. En même temps, les relations entretenues par l'opposition avec diverses forces politiques se sont modifiées. Je t'ai parlé de ce qui s'est passé pour le Förbundet Kommunist et le SKP. Le Parti communiste suédois officiel, le Vänsterparti Kommunisterna (VPK) était, au départ, impliqué dans le travail de l'opposition, mais il a ensuite abandonné sa participation. Aujourd'hui, ses faibles forces, à Volvo et dans les autres entreprises de Göteborg, s'affrontent à l'opposition syndicale et poursuivent une politique de pressions courtoises à l'encontre de la direction de la section locale du syndicat. En même temps, la position du Parti socialiste s'est affermie dans la section. Il est compréhensible qu'un tel courant large connaisse des fluctuations par rapport à la situation politique générale. Ainsi, quand il y a un reflux des luttes, les courants politiques jouent un rôle primordial en maintenant un certain niveau d'activité. Mais quand il y a une période de montée des luttes, la base s'élargit de façon significative.

Nous l'avons vu au cours de la dernière période dans l'usine de montage de camions, à Volvo, où la montée des luttes a conduit la génération des travailleurs âgés de 40 à 50 ans à participer à l'activité de l'opposition, ce qui constitue un développement important de notre influence. Dans leur majorité, ces travailleurs n'appartiennent à aucun parti, même si la plupart d'entre eux ont voté pour les sociaux-démocrates au cours de diverses élections.

À Volvo, les membres et les sympathisants proches du Parti socialiste sont organisés dans un club syndical séparé, comme c'est le cas dans un certain nombre d'autres entreprises dans le reste du pays.

Ceci est la forme traditionnelle d'organisation des partis à l'intérieur du mouvement ouvrier suédois, et il n'y a là rien de nouveau. On pourrait dire que le club syndical est notre fraction politique dans le syndicat et dans l'entreprise. Il coordonne et organise les campagnes du parti et y prépare les membres, au travers de réunions, de groupes de discussions et d'un certain nombre d'activités sociales. Ce dernier point doit être souligné. La plupart des membres du club syndical — il en va de même pour l'opposition syndicale — ont des familles. Il faut en tenir compte pour planifier nos activités, quand nous déterminons leurs contenus, leurs formes et leurs rythmes. Ceci est important, d'abord pour amener les travailleurs et les travailleuses à rejoindre le club syndical et, ensuite, pour les y garder.

Aussi, le club syndical organise-t-il des activités socio-culturelles de tous ordres. Ce n'est que lorsque nous avons élargi notre champ d'activité en intégrant la politique à la vie et au travail de nos camarades d'atelier que nous avons pu commencer à recruter « des travailleurs ordinaires de Volvo ». Notre club syndical à Volvo compte aujourd'hui environ 50 membres.

— Quelles conclusions tirent le Parti socialiste et l'opposition syndicale du travail à l'usine Volvo et dans d'autres entreprises dans le pays, en face d'une direction social-démocrate qui dispose encore d'un contrôle presque absolu sur le mouvement syndical au plan national ?

— La chose la plus significative est que nous ne passons pas notre temps à butiner. Nous avons vu un grand nombre d'autres groupes et d'individus « passer par » l'entreprise. Ils viennent de l'extérieur, prennent la parole lors de meetings, font leurs propositions, vendent leur presse, distribuent leurs tracts, et ensuite disparaissent. Il n'est pas possible de gagner la confiance des travailleurs de cette manière.

Nous avons procédé de façon différente. Tout d'abord, il faut dire que nous sommes à Volvo pour y rester, pour y gagner notre pain, pour obtenir les meilleures conditions de travail possible, pour les autres et pour nous-mêmes, et pour gagner la majorité des travailleurs au projet de construction d'une nouvelle orientation syndicale et à un programme socialiste, et, enfin, pour construire une nouvelle force dans le mouvement ouvrier suédois, chose qui ne pourra être accomplie qu'en maintenant une activité de longue haleine, individuellement ou en groupe. Nous travaillons d'arrache-pied pour gagner la confiance des travailleurs à tous les niveaux, en étant les meilleurs camarades de travail et pour faire connaître et défendre nos idées révolutionnaires.

Quand nous avons commencé notre travail à Volvo, nous avons souvent été engagés dans des campagnes de solidarité, par exemple pour le Vietnam. Mais nous n'avons pas su gagner le soutien ou l'intérêt escomptés. Beaucoup de ce que

nous avons dit n'a pas été entendu, parce que la majorité des travailleurs faisaient montre de scepticisme envers un parti nouveau dans l'entreprise. Ils ne savaient pas qu'ils pouvaient réellement compter sur nous et si nous resterions dans l'usine, quoiqu'il arrive. Aujourd'hui, nous pouvons tirer un bilan. Premièrement, nous avons effectué notre travail, pris nos responsabilités devant nos camarades de travail ; nous avons aussi souvent dû nous occuper, pour le syndicat, de questions ingrates comme celles des assurances, des transferts, des plaintes, de manière à obtenir de réels progrès. Ensuite, nous avons fait la démonstration de notre capacité à résoudre les problèmes qui se posaient à nous en tant que délégués d'atelier et en tant que membres des directions syndicales, en engageant des négociations avec la société et en obtenant des avantages lors de ces négociations. Ce n'est qu'alors que nous avons commencé à être écoutés. Nos camarades d'atelier ont commencé à lire avec plus d'intérêt ce que nous diffusions sur des questions politiques plus larges, en prenant *Internationalen* et notre feuille d'entreprise, et en participant à des réunions du parti. Bien sûr, ils n'étaient pas d'accord avec tout ce que nous disions, mais au moins ils voyaient que ce que nous avions à dire les concernait directement.

Comparons les effets de notre travail de solidarité internationale aujourd'hui avec celui d'il y a 5, 6 ou 7 ans, par exemple celui du Salvador. A notre initiative et sans réelle opposition, la direction de la section syndicale locale a invité Gabriel Lara, le représentant du FMLN-FDR en Suède, à une réunion de délégués. On lui a remis une plate-forme appelant à la solidarité avec les combats au Salvador. Durant son intervention, qui dura une heure, il fut décidé d'organiser une collecte dans toute l'entreprise, les fonds recueillis devant être versés au FMLN-FDR. Il était important que cette initiative soit prise et qu'elle réussisse à l'usine Volvo, parce qu'elle pouvait servir d'exemple de solidarité pour les autres entreprises du pays. Cette initiative n'aurait jamais eu un tel impact si nous n'avions pas gagné auparavant la confiance des travailleurs et une position sûre dans l'entreprise.

Au cours des dix dernières années, il y a eu une véritable accumulation de tracts et de journaux à l'usine Volvo. Durant certaines périodes d'intense activité, nous avons diffusé jusqu'à deux feuilles d'entreprise par semaine, en tant que membres de l'opposition syndicale et en tant que membres du Parti socialiste, ce qui n'a pas été de tout repos, mais il fallait briser le monopole de la social-démocratie sur l'information.

Dans la section où je travaille, on peut constater que 95 % des travailleurs lisent les tracts que nous distribuons, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise. Même si les travailleurs lisent ce que nous imprimons avec un intérêt critique variable, il faut admettre qu'il existe aujourd'hui un climat complètement différent de l'époque où nous avons commencé notre travail. Nous ne sommes plus

perçus comme des individus isolés, mais comme des personnes menant une action organisée et collective dans le plus de sections possible de la production lourde de l'usine.

Notre activité dans l'opposition syndicale a toujours refusé le sectarisme. Nous avons combattu pour rejeter toutes les propositions souvent avancées par d'autres courants politiques visant à transformer l'opposition en un substitut de parti, avec sa propre discipline et son journal politique. Selon nous, l'opposition aurait perdu sa force si elle avait agi de cette manière.

Nous avons lutté de toutes nos forces pour maintenir un courant large, ouvert, regroupant toutes celles et tous ceux prêts à s'impliquer dans le développement d'une orientation syndicale militante et combative, s'opposant à la direction de l'entreprise et à la direction syndicale capitalarde et collaborationniste.

— Volvo est une société multinationale, qui effectue une partie importante de ses opérations à l'étranger. Qu'est-ce que cela a signifié pour l'activité de l'opposition syndicale, en solidarité avec les travailleurs de Volvo dans les autres pays ?

— Nous avons mis en avant les questions de la solidarité avec le Vietnam le Salvador, mais également avec les questions liées directement aux opérations internationales de Volvo. Par exemple, nous avons mené une campagne pour briser l'isolement du syndicat au Pérou. Nous avons également impulsé une grève de solidarité avec les travailleurs de Volvo-Belgique. Bien sûr, nous avons à franchir les obstacles que nous rencontrons lorsque nous tentons d'entrer en contact direct avec d'autres groupes de travailleurs qui vivent souvent très loin d'ici. Les actions que nous avons menées nous ont encouragé à aller plus avant dans cette direction. Il est facile de constater ce que peut signifier aujourd'hui l'appartenance à une organisation internationale telle que la IVE Internationale, surtout si elle réussit à augmenter le nombre de ses membres, le nombre de ses militants ouvriers, et à élargir son influence syndicale et politique.

Nous avons ici une base large qui est prête à participer et à soutenir une campagne internationale du type de celle pour les 35 heures sans réduction de salaire (ou pour la journée de 6 heures, une revendication populaire en Suède). Notre intervention dans l'automobile, au travers des oppositions syndicales et des clubs du parti, à l'usine Volvo de Göteborg ou ailleurs, avec l'aide de nos camarades de l'usine SAAB et d'autres usines automobiles et aéronautiques de Suède, peut être utilisée comme un relais pour renforcer la campagne internationale autour de la question des 35 heures et de la diminution du temps de travail. ■

Propos recueillis par
Tom GUSTAFSSON
Stockholm, 30 juin 1983.

PARAGUAY

Mobilisations contre la répression et la dictature

Au mois d'avril dernier, le journal du parti gouvernemental « Colorado » du général-président Alfredo Stroessner, a commencé une campagne publique contre les syndicats, les mouvements étudiants, les militants syndicaux et intellectuels, accusés de préparer une « *conspiration communiste* » pour construire dans le pays un « *Parti des travailleurs* ». Il appelait en même temps à l'unité du gouvernement et des partis bourgeois d'opposition pour défendre « *la démocratie sans communisme* ». En fait, aucun de ces prétendus partis d'opposition n'a levé le petit doigt pour protester contre cette campagne de répression.

Le 11 mai ont commencé les arrestations de nombreux militants recherchés par la police (cf. *Inprecor* numéro 153, du 20 juin 1983). Malgré cela, les associations étudiantes et les syndicats réprimés ont aussitôt lancé des campagnes de déense des prisonniers politiques et des organisations populaires menacés par l'escalade répressive menée par la dictature. Le 24 juin, le mouvement étudiant a organisé un forum sur le thème « *Corporatisme et répression* », au cours duquel deux médecins ont été arrêtés. Ce fait a déclenché une nouvelle vague de protestations dans les universités, qui s'est concrétisée par une grève des médecins de l'hôpital Clinicas qui a duré plus d'une semaine.

Les familles de prisonniers ont obtenu du clergé qu'il dise des messes hebdomadaires pour leur libération. C'est à la fin de l'une de ces messes, le 7 août dernier, au moment où commençait la grève de la faim des prisonniers, que les 400 personnes présentes sortirent en manifestation dans les rues de la capitale. Cette action fut rapidement réprimée. Il s'agit néanmoins là de la première manifestation d'opposition au régime depuis les mobilisations étudiantes de juin 1969 ...

Début août, un grand nombre des 56 prisonniers politiques du pays se sont mis en grève de la faim, en exigeant leur libération et le rétablissement des droits démocratiques, à l'occasion de l'entrée en fonction du général Stroessner, le 15 août, pour un septième « mandat présidentiel ». Le mouvement des prisonniers politiques inclut non seulement les détenus des arrestations du mois de mai 1983, mais aussi des paysans et des ouvriers arrêtés lors d'opérations policières en 1979, 1980 et 1981.

Traduisant la détérioration progressive de la situation de la dictature sénile du général Stroessner, les organismes de répression de l'Etat ont également agi contre d'importants organes de la « grande » presse bourgeoise. L'arrestation d'Aldo Zuccolillo, propriétaire du journal *ABC*, étroitement lié à de puissants groupes financiers et immobiliers, ainsi que la fermeture pour un mois de *Radio Nanduti*, de grande audience, illustrent les difficultés que rencontre le régime face à d'importants secteurs de la bourgeoisie, en même temps qu'il affronte de fortes exigences dans les rangs mêmes du parti gouvernemental.

La conjoncture politique au Paraguay s'inscrit en effet dans le cadre de la crise des dictatures du Cône sud de l'Amérique latine, qui signifie une remontée significative du mouvement de masse dans la région.

De ce fait, la chaîne de solidarité des dictateurs du Cône sud se défait aujourd'hui. C'est là un élément de première importance pour le développement de la lutte politique au Paraguay. Il faut certes rappeler qu'il existe une dynamique propre au processus paraguayen, où les facteurs objectifs de la crise et des luttes intestines bourgeoises se combinent avec des facteurs subjectifs encore peu développés au sein du mouvement de masse qui se recompose lentement et fait preuve d'une confiance et d'une détermination croissantes pour défendre ses organisations et ses dirigeants emprisonnés (cf. *Inprecor* numéro 148, du 25 avril 1983). La solidarité internationale des travailleurs doit donc se matérialiser pour la défense des militants du mouvement ouvrier, étudiant et paysan du Paraguay. ■

BOLIVIE

Création du POR-Unifié

Les 2 et 3 juillet derniers s'est tenu, au local de *Radio Nueva America*, un congrès d'unification entre le Parti ouvrier révolutionnaire-Combate (POR-Combate), section bolivienne de la IVe Internationale, et Vanguardia Comunista del POR (Avant-garde communiste du POR). La nouvelle organisation, qui a pris le nom de POR-Unifié, s'est dotée d'un organe central intitulé *Bandera Socialista*, dont le premier numéro du mois de juillet est entièrement consacré à l'analyse de ce congrès. Cette unification est intervenue au terme de quatre années de discussions et d'activités communes des deux organisations.

C'est en présence de 150 délégués mineurs, ouvriers, paysans, enseignants et étudiants provenant de La Paz, Huanuni, Siglo XX, Potosi, Oruro, Cochabamba, Santa Cruz, Escoma, San José, que s'est déroulé le congrès, dont l'ouverture a été retransmise pendant une heure par *Radio Nueva America*, qui couvre une partie importante du territoire bolivien. En plus des saluts fraternels du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale et du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IVe Internationale), des représentants du Parti révolutionnaire de gauche nationaliste (PRIN) — du leader de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) Juan Lechin — et du Front révolutionnaire de gauche (FRI) se sont adressés au congrès.

Dans son intervention, où il apporta le salut de Juan Lechin au congrès d'unification, le représentant du PRIN affirma : « *Notre présence n'est ni occasionnelle ni protocolaire. (...) Nous sommes réalistes et modestes, mais le PRIN s'engage à être partie active de l'unité programmatique de la gauche.* » Le délégué du FRI, quant à lui, déclara : « *Le co-gouvernement (1) nécessite un instrument puissant que les forces de gauche doivent créer. (...) La classe ouvrière a besoin d'une force d'entraînement, et un premier pas a été fait dans ce sens, ici.* » Au nom des femmes révolutionnaires du POR-Combate, la camarade Karina s'est aussi adressée au congrès pour mettre en évidence l'importance, dans le processus révolutionnaire, du rôle des femmes organisées.

Après l'intervention d'ouverture des débats de Victor Sosa, dirigeant de l'ex-VC del POR, c'est le vieux dirigeant trotskyste bolivien Hugo Gonzalez Moscoso, membre de l'ex-POR-Combate qui, au nom des deux organisations, ouvrit les débats du congrès d'unification. Au terme de son intervention, il affirma qu'il était nécessaire de poser le problème du pouvoir des masses populaires au travers de « *leurs organisations propres, à travers la Centrale ouvrière bolivienne (COB), une assemblée populaire, un parlement ouvrier et paysan* ».

C'est un présidium composé de six dirigeants syndicaux, parmi lesquels Felipe Vazquez et Augusto Leon, leaders mineurs de Huanuni et Siglo XX, qui organisa les débats, au terme desquels furent adoptés la ligne générale du programme, les statuts et la résolution politique du POR-Unifié, élu un comité central de 17 titulaires et deux suppléants, et décidé le maintien de la nouvelle organisation

1. La COB a récemment proposé au gouvernement de l'UDP une formule de co-gouvernement, à l'image de la co-gestion majoritaire ouvrière dans les mines.

unifiée comme section bolivienne de la IVe Internationale.

Dans sa résolution politique, dont des extraits sont publiés par *Bandera Socialista* numéro 1, le POR-Unifié rappelle la politique d'austérité menée par le gouvernement de l'Union démocratique populaire (UDP) et les pressions du Fonds monétaire international (FMI) pour en accentuer les mesures anti-ouvrières, et souligne l'affaiblissement de la coalition gouvernementale de l'UDP secouée par de nombreuses crises internes. Le document relève enfin les dernières initiatives ouvrières (occupation de la COMIBOL par les mineurs et appel du IIe congrès de la Confédération unique des travailleurs des campagnes en faveur du co-gouvernement entre la COB, la CSUTCB et l'UDP), qui permettent d'affirmer que « les travailleurs ne sont pas défaits ».

Le POR-Unifié se propose de lancer une campagne nationale contre la politique d'austérité du gouvernement UDP autour des axes suivants : « Contre les mesures économiques que le FMI veut imposer. Pour la dénonciation de la dette extérieure. Contre le chômage et pour le droit au travail. Pour le salaire minimum vital et l'échelle mobile des salaires. Pour que ce soient les travailleurs, à travers la COB, qui révisent et déterminent les hausses des prix des articles de première nécessité. Pour que ce soient les travailleurs qui décident du rythme de la production. Pour la cogestion ouvrière majoritaire dans les entreprises d'Etat et pour le contrôle ouvrier avec droit de veto dans les entreprises privées. »

L'autre axe de la campagne du POR-Unifié sera constitué par le combat pour « la constitution d'un front unique des partis ouvriers et des organisations populaires autour de la COB, centré sur la nécessité d'approfondir l'actuel processus démocratique et d'empêcher le coup d'Etat fasciste. »

SAINT-DOMINGUE

Attaques gouvernementales contre la gauche dominicaine

Une importante vague de répression a été déclenchée par le gouvernement de Salvador Jorge Blanco et du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, formation membre de l'Internationale socialiste) contre le mouvement ouvrier. Plus de 100 dirigeants et militants du Front de la gauche dominicaine (FID), un front politique de dix organisations de gauche récemment mis en place, ont été arrêtés. Parmi eux figurent les dirigeants du Bloc socialiste (BS), Leo Mercedes, Edgar Erickson, Wellington Peterson Pieterz et Victor Morales, un membre du Comité central du Parti communiste dominicain (PCD), Carlos Dore Cabral, et beaucoup d'autres militants et dirigeants de gauche.

Le président Jorge Blanco a accusé le FID d'« organiser des grèves, des occupa-

tions de terre, d'églises, et de réaliser des manifestations dans tout le pays, dans un but déstabilisateur ». En relai à ces déclarations, Jose Francisco Pena Gomez, dirigeant du PRD (et par ailleurs vice-président de l'Internationale socialiste), a accusé les organisations incriminées d'être compromises dans la création d'une « école de guérilla ». C'est là aussi la thèse du haut commandement des forces militaires et de la police, qui ont fait publier dans la presse des documents affirmant qu'il « existe une école d'entraînement pour guérilleros », et citant les noms de 43 dirigeants connus des organisations de gauche comme étant des enseignants de cette école.

Enfin, pour compléter le tableau, deux sociologues cubains, qui avaient été invités à participer à un séminaire sur les méthodes de recherche en milieu rural, ont été appréhendés et expulsés. Les autorités les ont accusés d'ingérence politique et de participation à un plan de déstabilisation du gouvernement dominicain.

Pourtant, le motif réel de cette vague répressive n'est pas à mettre en rapport avec une quelconque ingérence cubaine ou menace de guérilla, mais plutôt avec la montée des revendications et des mobilisations ouvrières et populaires face au non respect par le gouvernement du PRD des promesses faites lors des consultations électorales de mai 1982. Aucune de ces promesses n'a été tenue, que ce soit la promesse d'une profonde réforme agraire, le remplacement par l'Etat des animaux abattus lors d'une épidémie de fièvre porcine, la construction d'écoles et de logements pour les victimes sinistrées du cyclone « David » de 1978, la garantie du droit à l'organisation syndicale et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, la construction de routes et d'hôpitaux, l'établissement de relations nouvelles avec Cuba et les pays socialistes dans le cadre d'une politique internationale indépendante par rapport à l'impérialisme, la garantie des libertés et des droits publics des Dominicains. Ainsi, aussitôt après les élections de mai 1982, les mobilisations se sont multipliées.

Mais, en réprimant le mouvement de masse, le gouvernement du PRD entend se garantir des conséquences locales de la montée révolutionnaire en Amérique centrale. Il tente ainsi d'endiguer la mobilisation populaire contre l'agression nord-américaine dans la région. La provocation contre la gauche dominicaine a d'ailleurs été montée sur la base d'informations d'un département des services de renseignement (la DNI) très proche des Américains et des services de sécurité de l'armée.

Le FID a déjà répondu aux accusations gouvernementales, dans une lettre ouverte à Pena Gomez, et lancé un appel à une mobilisation internationale pour exiger la libération des militants emprisonnés. Cet appel est d'autant plus important que le FID affirme que cette vague de répression fait partie de la première phase d'un plan qui pourrait se poursuivre par des simulacres d'actions de guérilla patronnés par certains corps militaires et

les services de renseignements, pour accentuer encore la répression. Un communiqué du FID précise d'ailleurs qu'« un groupe de militaires du bataillon (...) établi à Constanza a choisi la communauté de la Sabina pour organiser une provocation au travers d'un simulacre d'entraînement et d'actions de guérilla. »

Des télégrammes de protestation peuvent être adressés à : Dr. Salvador Jorge Blanco, Président de la République, Palacio Nacional, Saint-Domingue, République Dominicaine. Les doubles de ces messages de solidarité sont à envoyer à : Nuevo Diario, Apartado Postal 841, Saint-Domingue, République Dominicaine.

AMERIQUE LATINE

Seconde rencontre des femmes latino-américaines

Nous publions ci-après des extraits d'un compte-rendu de la seconde rencontre féministe de l'Amérique latine et de la Caraïbe, qui s'est déroulée cet été au Pérou, publié le 1er septembre dans *Combate Socialista*, organe du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section colombienne de la IVe Internationale).

« Toutes les mains, toutes les voix, tout le sang peuvent être des chansons dans le vent, chante avec moi, chante, ma sœur américaine... » C'est avec cette chanson, qui rendra immortelle Mercedes Sosa, et les vigoureux applaudissements de 600 femmes de différentes nationalités, que se terminèrent les quatre jours de discussion, ponctués d'accords et de désaccords, de problèmes et de joies, de rires et de pleurs, de confusion et d'espoir, de la seconde rencontre féministe latino-américaine et de la Caraïbe, qui s'est tenue à Lima, au Pérou.

Les plus importantes délégations venaient de Colombie, du Chili, de République dominicaine, et comprenaient environ 60 femmes chacune. Cette diversité a permis de mesurer concrètement la situation véritable du mouvement féministe du continent latino-américain. C'est un mouvement social qui en est encore à une phase de propagande, qui cherche son identité à travers la diversité. L'élément le plus intéressant de cette rencontre fut précisément de permettre l'expression des différentes conceptions et nuances qui traversent le mouvement féministe.

Cependant, peut-être dans le but de satisfaire toutes les attentes, les camarades qui accueillaient cette rencontre organisèrent 18 commissions tournant toutes autour de son thème central : le patriarcat. Il faut signaler que nombreuses furent les femmes qui mentionnèrent ce problème dans leurs interventions et essayèrent de le surmonter en proposant une discussion qui s'intitula : « Que s'est-il passé dans le féminisme, depuis Bogota (lieu de la première rencon-

tre en 1982) jusqu'à Lima (lieu de la seconde)? » C'est au cours de cette discussion que quelques progrès ont pu être faits dans la recherche d'une unité, au-delà des différences initiales.

Bien que l'assemblée plénière n'ait pas discuté de l'ensemble des conclusions des différentes commissions, cette initiative, et d'autres également, réussirent à obtenir au moins un consensus général sur l'adoption de motions de solidarité avec les peuples et les femmes du Nicaragua et du Salvador, avec les mères de la place de Mai en Argentine, avec le mouvement démocratique et les féministes du Chili. Un salut fut aussi adressé à la Conférence latino-américaine de Solidarité avec l'Amérique centrale et la Caraïbe, qui se tenait à Bogota à la même période, ainsi qu'un soutien aux luttes des peuples du monde pour leur libération. De plus, fut adoptée l'idée d'une grève des ménagères, à l'échelle continentale, pour le 1er septembre 1984.

La maturité dans la façon de réagir aux tentatives sectaires de division ou de manipulation de la rencontre fut également remarquable. Ces tentatives émanaient de femmes qui ne se réclamaient pas du féminisme. Il y avait d'une part les camarades qui pensent que la révolution et le socialisme résoudreont totalement le problème de l'oppression des femmes, et que le féminisme devrait, par conséquent, adopter des positions de classe précisément délimitées, et, d'autre part, toutes sortes d'enseignantes et de chercheuses qui considéraient cette rencontre comme un laboratoire d'expériences et qui n'hésitaient pas à expliquer clairement qu'elles n'étaient pas féministes.

Comme on le voit, beaucoup de choses se sont passées pendant cette rencontre, et on peut encore se poser la question de la validité de nombre d'entre elles. Mais, en fin de compte, on peut affirmer que ce fut une expérience riche, aux multiples aspects, dont l'influence se fera sentir en chacune des participantes, aussi bien au niveau personnel que dans les différents groupes de femmes et dans tout le mouvement féministe, pour la période qui nous sépare de la troisième rencontre, qui se tiendra au Brésil en 1985. ■

DANEMARK

Quatrième congrès du SAP

Le Parti socialiste des travailleurs (Socialistisk Arbejderparti, SAP), section danoise de la IVe Internationale, a tenu son IVe congrès à Copenhague, capitale du pays, du 19 au 21 août 1983. Les 30 délégués présents ont élu une direction nationale de 17 membres.

Pour *Klassekampen* (*Lutte des classes*), l'organe du SAP, ce congrès s'est tenu dans un contexte de crise et de tensions croissantes, au Danemark comme à l'échelle internationale, « alors que l'impérialisme US est plus proche que

jamais de l'intervention armée ouverte contre le Nicaragua, alors que le gouvernement danois de droite de Schlueter prépare, sans se cacher, une nouvelle vague d'attaques contre les travailleurs, alors que la classe ouvrière vit dans l'inquiétude après les coups qu'elle a reçus sans qu'aucune réponse ample et efficace ne soit venue de la part du mouvement ouvrier ».

En effet, les sociaux-démocrates ont délibérément offert le gouvernement à la coalition réactionnaire de Schlueter, à l'automne 1982, afin de lui permettre de prendre les mesures d'austérité qu'ils n'arrivaient pas à faire accepter par leurs électeurs ouvriers.

Dès son avènement, le gouvernement bourgeois s'est employé à attaquer les allocations de chômage qui représentent une part importante des revenus de travailleurs intermittents, comme les dockers par exemple. La grève menée par les dockers en riposte à ces attaques fut défaite par une violente campagne de la droite, qui a signifié un degré de plus dans l'escalade de la répression policière (voir *Inprecor* numéro 146, du 28 mars 1983). Ainsi, depuis la fin de cette grève, le dirigeant docker Karl Jorgensen est détenu sous l'accusation de conspiration, et le gouvernement essaye de faire adopter une nouvelle législation permettant de mettre en « détention préventive » les personnes considérées par la police comme « susceptibles » d'engendrer la violence.

Une des principales campagnes entreprises par le SAP aujourd'hui est d'ailleurs la lutte pour la libération du dirigeant des dockers. L'organisation a imprimé 70 000 affiches pour populariser parmi les travailleurs le cas de Karl Jorgensen.

Quelques jours avant le congrès du SAP, une riposte ouvrière a commencé à se dessiner. Les sections de Copenhague et de Fredriksberg de la Confédération danoise du travail (LO) ont décidé d'organiser, pour le 4 octobre, des manifestations de protestation contre le gouvernement, et ont appelé les autres sections de LO à également organiser des marches de protestation. Peu auparavant, une conférence de 400 délégués d'atelier du plus gros syndicat du pays, le Syndicat général des travailleurs (SiD) avait appelé à renverser le gouvernement Schlueter et réclamer une politique ouvrière comprenant entre autres l'annulation des mesures de limitation des indemnités de maladie, la nationalisation du pétrole qui vient d'être découvert et des gisements de gaz, une politique fiscale juste, la nationalisation des institutions de crédit et des compagnies d'assurance, et celle des entreprises pharmaceutiques. Elle a également réclamer une formation professionnelle pour les chômeurs et la possibilité pour les jeunes de se qualifier en étant insérés dans la production.

La résolution politique adoptée par le SAP souligne que « les dockers de Copenhague ont proposé une série de points

programmatisés qu'un gouvernement fondé sur les partis ouvriers devrait entreprendre de mettre en pratique. Une proposition semblable vient d'être faite par une assemblée de délégués d'entreprise du SiD. De telles initiatives doivent être multipliées pour que l'exigence d'une politique ouvrière puisse gagner un soutien actif dans les entreprises et les syndicats ».

En même temps qu'il soutient de telles initiatives exemplaires venant de secteurs du mouvement ouvrier, *Klassekampen* remarque que « le SAP proposera un programme pleinement socialiste pour combattre la crise. Ce programme indiquera non seulement le prochain pas à faire dans la campagne pour renverser Schlueter et son gouvernement, et arrêter les restrictions salariales et celles des dépenses sociales, mais indiquera les jalons à suivre pour régler son compte au système capitaliste, fauteur de crises, de pauvreté et d'oppression ».

La résolution a également introduit la perspective de l'unité de toutes les forces révolutionnaires du Danemark : « Le SAP pense nécessaire de combattre les divisions qui existent entre ceux qui veulent construire un parti socialiste révolutionnaire. Les Socialistes de gauche (Venstresocialisterne, groupe centriste de gauche représenté au Parlement) a toujours été un conglomerat, mais il comprend divers courants qui se donnent comme tâche la construction d'un parti révolutionnaire, et par conséquent celle de préparer la révolution socialiste. » Dans cette perspective, le SAP se propose d'avoir des discussions organisées avec les secteurs révolutionnaires des Socialistes de gauche et avec des révolutionnaires qui n'appartiennent à aucune de ces deux organisations.

La question de la course aux armements a fait l'objet d'une résolution spécifique qui a souligné la responsabilité de l'impérialisme dans la course aux armes nucléaires et dans la menace de guerre. Ce texte insiste sur l'importance de la poursuite et de l'extension des protestations contre l'accroissement des armes nucléaires et sur la nécessité de se mobiliser pour soutenir le rejet inconditionnel de l'installation des 572 nouveaux missiles atomiques prévus en Europe. Il explique, en outre, que la bureaucratie soviétique ne peut ni ne veut mener une lutte qui réussirait à retenir le bras des impérialistes, qui s'arment pour mener la guerre en Amérique centrale, au Moyen-Orient et ailleurs. Enfin, les jeunes de la Socialiste Ungdomsfoerbund (Jeune ligue socialiste, SUF), qui travaillent en accord avec le SAP, ont fait l'objet d'une attention spéciale. Sur ce point, *Klassekampen* précise que « la collaboration entre le SAP et le SUF sera accrue, en tant que collaboration entre deux organisations indépendantes. Cela vaut, par exemple, pour le travail dans le mouvement pacifiste et dans les syndicats, aussi bien que dans le domaine de l'éducation ou de la production, et de la diffusion du journal du SUF, *Slaa Igen* (Contre-offensive) ». ■

Interview de
Jorge Granera,
responsable du FSLN

Nous publions ci-après une interview exclusive accordée par Jorge Granera, responsable de la section solidarité du Département des relations internationales du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), à notre envoyé spécial au Nicaragua.

« INPRECOR » : — Quelle a été la réponse du gouvernement des Etats-Unis aux propositions de paix du FSLN ?

Jorge GRANERA : — La politique agressive des Etats-Unis se poursuit. L'envoi de la flotte nord-américaine au large des côtes du Nicaragua, la présence des troupes nord-américaines au Honduras, les activités des « contras » soutenus par la CIA, tous ces faits concrets montrent que le gouvernement des Etats-Unis conserve une politique agressive à l'encontre du Nicaragua. C'est là la seule réponse de Ronald Reagan aux propositions de paix du 19 juillet 1983 (1).

De plus, le gouvernement des Etats-Unis agit pour empêcher que les démarches du groupe de Contadora (2) ne progressent et puissent devenir une réelle alternative. Ils exercent des pressions sur les gouvernements des pays membres de ce groupe. Par là-même, ils renforcent leur contrôle sur la région, comme le démontre le récent coup d'Etat au Guatemala (3).

Il y a des rapports étroits entre les situations des pays de l'Amérique centrale. Toute intervention américaine contre les peuples du Salvador et du Guatemala a des conséquences sur le Nicaragua. Et chaque agression contre le Nicaragua a des conséquences sur les autres pays centro-américains. Tous les peuples de l'Amérique centrale sont visés par l'agression impérialiste.

— Quelle est la tâche la plus urgente du mouvement de solidarité internationale avec le Nicaragua ?

— La tâche la plus urgente est de faire tout ce qui est possible pour arrêter l'agression nord-américaine contre le Nicaragua et l'Amérique centrale. La solidarité internationale a un rôle important à jouer. Il faut multiplier les actions pour empêcher le gouvernement nord-américain de développer sa politique agressive contre le Nicaragua et l'Amérique centrale. Il est nécessaire de construire un large mouvement dans lequel seront réunis les professions libérales, les religieux, les intellectuels, les travailleurs, les partis politiques et les organismes humanitaires pour s'opposer à la politique guerrière des USA.

— Quelles sont les tâches particulières de solidarité en Europe occidentale ?

— Elles doivent consister en ceci : condamner l'alternative militaire que les Etats-Unis veulent appliquer, appuyer une solution politique en Amérique centrale, tenter d'obtenir la réalisation immédiate de conversations entre le Nicaragua et les Etats-Unis, entre le Nicaragua et le Honduras, solliciter l'appui de tous les peuples et gouvernements envers la révolution populaire sandiniste.

— Comment les mouvements de solidarité doivent-ils renforcer leur unité ?

— Le mouvement de solidarité doit être suffisamment fort et uni pour être utile dans la lutte contre l'agression en Amérique centrale. Un mouvement large se développe contre l'installation des 572 missiles américains en Europe. Or, l'agression des Etats-Unis en Amérique centrale et l'installation des missiles en Europe sont deux aspects d'une même politique agressive. C'est pour cela que ces mouvements doivent avoir des convergences actives.

— Quelles seraient les tâches de la solidarité internationale, en cas d'aggravation de l'agression impérialiste ?

— Le Nicaragua se prépare à se défendre contre une agression impérialiste de grande envergure. Selon l'intensité de l'agression, le Nicaragua prendra les initiatives nécessaires pour appeler à la solidarité effective des peuples. Les mouvements de solidarité doivent être prêts à recevoir notre appel et à y répondre avec détermination et rapidité. ■

Propos recueillis par
Jean-Claude BERNARD,
Managua, 25 août 1983.

1. Les propositions de négociation du FSLN exprimées le 19 juillet dernier ont été publiées dans *Inprecor* numéro 156, du 12 septembre 1983.

2. Panama, le Mexique, le Vénézuéla et la Colombie font partie du groupe de Contadora, qui propose une solution négociée du conflit centro-américain.

3. Le 8 août dernier, le général Meija renversait le général Rios Montt. Les premières déclarations du nouveau chef d'Etat illustraient l'alignement du Guatemala sur la politique nord-américaine en Amérique centrale.

Grève aux
chantiers navals
de Hambourg

Les ouvriers des chantiers navals de Hambourg ont voté, lundi 12 septembre, l'occupation illimitée des chantiers pour s'opposer aux menaces de licenciements massifs qui sont envisagés. Leur lutte est soutenue par le syndicat des métallurgistes, l'IG-Metall. Les ouvriers ont hissé, à l'extérieur des chantiers, le drapeau de Solidarité comme symbole de leur lutte. Il est possible que celle-ci s'étende aux chantiers navals de Brême. Les chantiers navals en question appartiennent conjointement au gouvernement fédéral allemand et aux Etats de Hambourg et du Schleswig-Holstein. Les ouvriers votent chaque jour la reconduction de l'occupation. Ils ne travaillent pas sur le chantier lui-même, mais ils assurent quelques tâches minimales afin de s'assurer le droit d'utiliser la cantine. Cette lutte est soutenue tant par le syndicat officiel que par Aktive Metaller, un regroupement exclu de l'IG-Metall il y a deux ans, après qu'il ait remporté la majorité au conseil d'entreprise (Betriebsrat). Au cours de cette action, les conséquences de cette scission ont pu être surmontées.

Les ouvriers ont remporté une première victoire, 1 300 licenciements ayant été annulés par le tribunal du travail. La menace de licenciements n'est cependant pas pour autant écartée, car le règlement définitif de la question dépend de la décision que prendront les propriétaires quant à l'avenir des chantiers.

Il est très important de faire parvenir à ces travailleurs en lutte des messages de solidarité. Ils doivent être envoyés à l'adresse suivante : *Betriebsrat Howaldtswerke, Deutsche Werft, Rosstrasse 20, 2000 Hambourg II, République fédérale allemande (RFA)*. ■



Mobilisation générale contre les missiles américains et l'OTAN

Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale du 12 septembre 1983.

En prenant, en septembre 1979, la décision de construire de nouvelles bases et de déployer, à la fin de 1983, 572 nouveaux missiles américains en Europe, les dirigeants de l'Organisation du traité de l'Atlantique-nord (OTAN) ne s'attendaient pas à une riposte aussi massive des travailleurs et des peuples de toute l'Europe. Nous étions plus de trois millions à manifester l'automne dernier contre les Cruise, les Pershing et l'OTAN. Nous serons davantage encore cette année pour faire reculer Reagan-la-guerre et les gouvernements capitalistes qui ont accédé à ses folles exigences.

NON A L'OTAN ! NON AUX BUDGETS DE GUERRE !

Ce sont Ronald Reagan et ses alliés de l'OTAN qui sont les initiateurs de la course aux armements menaçant l'humanité toute entière. Ce sont eux les principaux fauteurs de guerre.

Ils perpétuent leurs crimes en Afrique et au Moyen-Orient, au Tchad et au Liban. En Amérique centrale en particulier, l'impérialisme américain soutient les dictatures en place, prépare la guerre contre le Nicaragua, s'est déjà engagé dans un soutien direct aux mercenaires somozistes, et n'hésite pas à réprimer dans le sang les peuples qui luttent pour leur liberté.

Ils envisagent cyniquement de transformer le continent européen en champ de bataille et sont prêts à faire des dizaines de millions de morts.

Ils envisagent, comme une des issues à la crise capitaliste, des dépenses gigantesques d'armement, dont le but fondamental est le maintien de la domination bourgeoise.

Ils mènent une politique de militarisation qui est inextricablement liée aux politiques d'austérité imposées par tous les gouvernements capitalistes d'Europe occidentale.

Il faut agir tant qu'il est encore temps pour arrêter le bras des assassins !

Les travailleurs doivent lutter en premier lieu dans chacun des pays impérialistes pour y désarmer leur propre bourgeoisie.

Reagan ne peut rien sans le consentement des gouvernements concernés. Ce doit être le premier objectif des mobilisations d'automne que de contraindre ceux-ci au refus du déploiement des missiles de l'OTAN. Se soumettre à la volonté exprimée sans ambiguïté par la population ou se démettre, voilà l'alternative qu'il faut leur laisser.

Pas un seul nouveau missile américain ne doit être déployé ! Pas une seule base nouvelle de l'OTAN ne doit être construite, et celles qui existent doivent être démantelées. C'est l'exigence simple et forte du fantastique mouvement de masse contre la guerre qui s'est développé en Europe capitaliste.

SOLIDARITÉ AVEC LES MOUVEMENTS PACIFISTES DE L'EUROPE DE L'EST !

De leur côté, les premières manifestations du mouvement pacifiste indépendant en Europe orientale, en URSS, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et surtout en République démocratique allemande (RDA), constituent une opposition à la politique militaire de la bureaucratie qui dénie tout droit démocratique élémentaire aux masses, et notamment « le droit de travailler de manière indépendante pour la paix ». De plus, la bureaucratie soviétique n'hésite pas à répondre au déploiement des missiles américains par la menace de déploiement de nouveaux missiles en Europe orientale, au mépris de la souveraineté des peuples. Cette politique ne peut que limiter la mobilisation du mouvement anti-guerre à l'Ouest.

C'est pourquoi nous sommes pleinement solidaires de ceux qui, à l'Est, luttent contre la course aux armements et ses implications meurtrières, qui refusent une militarisation pesante

de plus en plus lourdement sur l'économie soviétique et sur celles des autres Etats membres du Pacte de Varsovie ; une militarisation qui contribue à la détérioration des conditions d'existence des peuples vivant sous le joug de la dictature bureaucratique.

En revendiquant le droit de s'organiser de manière indépendante, en exigeant un droit de regard sur les décisions en matière d'armement et de dépenses militaires, les mouvements pacifistes indépendants à l'Est remettent en cause l'ordre bureaucratique.

Le développement des mobilisations dans ces pays stimulera l'ensemble du mouvement anti-guerre dans les pays capitalistes et renforcera du même coup la lutte contre l'impérialisme, principal fauteur de guerre.

TOUS ENSEMBLE POUR LES MOBILISATIONS D'AUTOMNE !

L'impérialisme américain a tout intérêt à laisser croire qu'il négocie, pour mieux dissimuler ses agressions et son gigantesque effort de guerre et pour conserver, par la voie de la diplomatie secrète, à moindres frais, une supériorité militaire décisive qui lui permet de menacer les peuples qui luttent pour leur émancipation.

Le mouvement anti-guerre ne peut faire confiance ni aux gouvernements capitalistes ni aux bureaucrates du Kremlin qui, les uns et les autres, négocient dans le secret et sur le dos des masses. L'action unitaire de la jeunesse et des travailleurs fait plus pour la cause de la paix que les interminables négociations à huis clos autour d'un tapis vert. Seules de puissantes mobilisations, indépendantes des Etats, à l'Est comme à l'Ouest, s'appuyant sur les forces vives du mouvement ouvrier, pourront mettre un terme à l'engrenage de la course aux armements et de la terreur nucléaire.

Les manifestations de cet automne, à quelques semaines des premiers déploiements de missiles US en Europe, seront décisives. C'est pourquoi rien ne doit être négligé pour la préparation et la réussite de ces initiatives qui pèseront lourd dans la balance lorsque les gouvernements capitalistes devront rendre des comptes.

La IVe Internationale et ses sections européennes contribueront de toutes leurs forces à ce combat contre la militarisation et l'austérité capitalistes, pour la paix et le socialisme.

— De Comiso (en Sicile) à Greenham Common (en Grande-Bretagne), non au déploiement des missiles Pershing et Cruise !

— Dehors les bases de l'OTAN ! Démantèlement des bases avancées américaines en Europe ! A bas la dictature qui fait de la Turquie une forteresse à la solde de l'impérialisme dans la région !

— Non aux forces de frappe nucléaires française et britannique, qui font pleinement partie du dispositif militaire impérialiste !

— Pour une Europe dénucléarisée, de la Pologne au Portugal, de la Sicile à la Scandinavie !

— Réduction massive des budgets militaires, nationalisation complète et reconversion des industries d'armement : des emplois, pas de bombes !

— Soutien aux droits démocratiques des soldats embrigadés par l'armée bourgeoise et des travailleurs victimes des lois d'exception sur l'embauche et la syndicalisation dans les industries d'armement !

— Halte à l'intervention impérialiste en Amérique centrale !

Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale,
12 septembre 1983.